ISSN 0024-7650

M 6189 - 980 - 6,00 F
3796189006007 09800

Février - Mars 1917, la révolution russe commençait

p. 8 et 9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 980 - 14 mars 1987 - prix : 6 F

Profits, heures supplémentaires et licenciements

page 10

l'armée toujours mieux soignée, la sécurité sociale au trou,

la libre entreprise, c'est l'insécurité sociale

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Page 7
— Espagne : la politique colonialiste à Ceuta et Melilla.
Pages 8 et 9
— Février-Mars 1917, la révolution russe commençait.
Page 16
— Italie : crise gouvernementale.
— Liban : la "paix syrienne" ?

INTÉRIEUR
Page 5
— Contre tous les démolisseurs de la Sécurité sociale.
— Le PS approuve la loi de programmation militaire.
Page 10
— Profits, heures supplémentaires et licenciements : Auvergne, Rennes, PTT.
Pages 4, 11, 12, 13
— Dans les entreprises: Alcatel (Saint-Denis) SNECMA-Gennevilliers, Hôtel Prince de Galles, CGA-HBS, Hôpital E. Herriot, Montupet (Oise), Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix), Renault-Billancourt, Renault-St Ouen.
— Foyers : la préparation de la manifestation.
— CERC vicieux : les "compléments du salaire".

LOISIRS ET CULTURE
Page 14
— Livres : *Femmes devant un paysage fluvial* d'Heinrich Böll ; *Pythagore superstar* de Luciano de Crescenzo ; *Moi, Tituba sorcière noire de Salem* de Maryse Condé.
Page 15
— Film : *Dans les montagnes sauvages,* film chinois de Yan Xueshu.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

En bref

Le "héraut de la libre entreprise" nous coule

Le naufrage du *Herald-of-Free-Enterprise* — nom que la presse française a presque toujours pudiquement évité de traduire — a bouleversé l'opinion. Des millions de gens, des Britanniques surtout, ont un jour ou l'autre emprunté un car-ferry. Chacun s'est donc vu à la place des victimes, pris au piège, coincé dans le fond du navire avec l'eau glacée qui monte et l'air qui s'en va.

On ne connaît pas encore les circonstances précises qui ont provoqué la catastrophe. Mais ce qui est certain c'est que ce navire a fait naufrage par bonne visibilité et par mer calme, quelques instants après avoir quitté le port. La mer n'est donc pour rien dans ce crime. Seul le capitalisme, la "libre entreprise" y sont pour quelque chose.

Les média ont multiplié les révélations. On sait que les cars-ferries ne voyageaient pas toujours portes fermées comme ils devraient, que parfois même l'arrière d'un camion pouvait dépasser à l'extérieur du gabarit du navire. On sait que ces navires sont instables, des "boîtes flottantes" à fond plat, sans quilles et donc faciles à déséquilibrer. On sait qu'on les a conçus sans cloisons intermédiaires, pour accélérer l'embarquement et le débarquement des véhicules, et par conséquent, si une voie d'eau se produit, c'est tout le navire qui est envahi, ce qui explique que celui-ci ait coulé en moins d'une minute. D'ailleurs un rapport publié lors d'un congrès soulignait les dangers des cars-ferries de ce type, et demandait qu'on en modifie la construction. D'autre part on embarquait pêle-mêle les automobiles jamais arimées, et des camions transportant parfois des matières dangereuses. Mais le patron de la Compagnie Towsend-Thoresen, à qui appartenait le *Herald-of-Free-Enterprise* a clairement expliqué que la rentabilité nécessitait qu'on prenne des risques.

On sait que le lobby des cars-ferries, le lobby anti-tunnel-sous-la-Manche s'était lancé dans une compétition contre le projet de tunnel, qui risquait de les couler — financièrement s'entend — en augmentant la capacité des navires, en accélérant autant que possible la vitesse des rotations, de façon à baisser les prix, pour être concurrentiel, et peut-être même réussir à empêcher que les capitalistes n'investissent dans le tunnel. Le lobby anti-tunnel avait réalisé une campagne pour montrer quels désastres pourraient un jour se produire avec le tunnel. Evidemment les circonstances rendent inopportune la continuation de la campagne catastrophe-fiction. Mais, qui sait, elle pourra peut-être resservir un jour, si le tunnel venait à connaître des avaries. Car les capitalistes pro-tunnel ne sont ni plus scrupuleux, ni plus soucieux de la sécurité publique que les capitalistes anti-tunnel.

Il s'agit bien d'un problème de capitalisme et de rien d'autre. L'enquête, peut-être, aboutira à la condamnation de l'homme d'équipage qui n'a pas réussi, ou n'a pas eu le temps, de fermer la fameuse porte du navire, ou peut-être du capitaine. Mais ce ne sont pas eux les véritables coupables. Ce sont les patrons de Townsend-Thoresen qui commandent des navires à haut risques, en le sachant pertinemment.

Car si le "Héraut de la Libre Entreprise" a coulé, la libre entreprise capitaliste, elle, reste à flot, et avec elle subsistent tous les risques qu'elle nous fait courir.

André VICTOR

Quand Pandraud nous aide à être moins cons

"Si j'avais un fils sous dyalise, je l'empêcherais de faire le con la nuit", a déclaré Pandraud, le ministre de la Police, dans une interview au journal *Le Monde,* en parlant de Malik Oussekine, tabassé à mort par les "voltigeurs", le 5 décembre dernier.

De tels propos sont choquants, et ils ont choqué bon nombre de jeunes et de moins jeunes. A tel point qu'un certain nombre de ministres se sont sentis obligés de se démarquer des propos de leur collègue. Pas au point de refuser de siéger à ses côtés. Et leur hypocrisie n'est pas moins scandaleuse que la mufflerie de Pandraud. Ni moins ridicule que les propos de Pasqua qui déclare que *"Pandraud n'est pas plus raciste que les autres ministres"*.

Mais à tout prendre, il vaut mieux qu'on puisse voir nos gouvernants tels qu'ils sont. Comme cela, pas de tromperie sur la marchandise. Tout le monde peut ainsi constater qu'il n'y a pas de différence entre le bras et la tête, entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent.

Photo Elie Kagan

Et un certain nombre de jeunes, qui avaient peut-être encore des illusions sur la fonction de la police, et qui croyaient peut-être encore qu'elle avait pour tâche de protéger les citoyens, auront mieux compris.

Grâce à Pandraud, ils sont aujourd'hui moins "cons", car un peu plus lucides...

Blouson doré vaut mieux que fils fauché

Quatre gangsters avaient donc projeté d'enlever Charlotte Gainsbourg — la fille du chanteur — et pour ce faire, tenté de rafler les uniformes des policiers en faction devant le domicile du maire-adjoint de Paris, Jean Tibéri. Ils s'étaient trouvé auparavant des armes et de l'argent en braquant une armurerie, puis une bijouterie. Banal et pas vraiment nouveau, tout ça? Peut-être ! Mais voilà, les gangsters portent des noms à tiroirs. La grande presse les dit "de bonne famille". Quand on s'appelle Edouard Charles de Faucigny-Lucinge, qu'on est fils de lignée princière, et qu'on a un père haut fonctionnaire, actuellement trésorier payeur du Jura, on a des journalistes aux pieds ! Même si on a tiré au "357 Magnum" sur des policiers !

"Dès le début des investigations la gêne des enquêteurs était visible" écrit *Le Figaro* du 10 mars qui cite *"un des commissaires chargés de l'enquête"*, déclarant qu'il s'agirait *"du geste de gamins attardés"* et *"de surcroît pris de boisson"*.

Oui, *Le Figaro,* habituellement champion de la lutte "sécuritaire". titrait ce même jour sur *"La folle équipée de quatre jeunes imbéciles"* et soupesant l'hypothèse qu'il pourrait ne pas s'agir uniquement *"d'une virée de jeunes gens éméchés"*, ajoute pour gronder les enfants perdus de cette classe qui paye les journalistes : *"La tentative de vol d'uniformes aurait pu être la phase préparatoire d'un "gros coup". Mais lequel ? Et puis il existe d'autres façons plus aisées de se procurer des uniformes, ne serait-ce que chez un fripier..."*

Ecoutez les conseils du *Figaro,* jeunes aristos qui portez des noms à coucher dehors, si vous ne voulez pas coucher bêtement en prison...

Le Figaro persévère dans la voie de l'indulgence quand le lendemain il constate que ces *"étudiants perdus"* avaient été mal inspirés.

Mals inspirés, par qui? Par une fille de basse extraction, évidemment, au nom qui ne fait pas "vieille France" : Christelle Rodriguez!

Cette quatrième de la bande était descendue de la voiture avant l'attaque des policiers, mais c'est à son domicile que les armes et le butin des casses précédents avaient été entreposés. Selon *Le Figaro,* elle était leur "égérie", mais elle ne faisait, elle, ni Sciences-Po, ni médecine, elle était "vendeuse à Paris". Ah, la vilaine!

FÊTE de Lutte Ouvrière au HAVRE
Dimanche 29 mars de 12 h à 20 h
Salle des fêtes de Graville

L'armée toujours mieux soignée, la Sécurité sociale au trou, LA LIBRE ENTREPRISE, C'EST L'INSÉCURITÉ SOCIALE

Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi (on devrait plutôt dire de l'Inégalité sociale et du Chômage), affirme que pour boucher le déficit de la Sécurité sociale qui nous est prédit, il n'est pas question de relever les cotisations des employeurs. Pour le gouvernement actuel, tout peut être envisagé... sauf de demander une contribution supplémentaire aux riches et aux patrons.

Il n'est pas difficile alors de deviner ce qui peut bien sortir des prochains "Etats Généraux de la Sécurité sociale" qui doivent regrouper représentants des patrons, du gouvernement et des syndicats pour réformer la Sécurité sociale.

Au mieux il n'en sortira rien du tout, et après de nouvelles parlotes inutiles entre patrons et syndicats, le gouvernement prendra seul de nouvelles mesures contre les assurés sociaux. Au pire ils fourniront la caution de certains syndicalistes pour légitimer ces nouvelles attaques contre les salariés.

Car s'il n'est pas question de faire payer les patrons, alors il n'y a qu'une alternative : faire payer les salariés et les retraités.

Séguin ne l'a pas caché. Avec toute l'arrogance et le mépris dont est capable un membre du gouvernement Chirac, il a déclaré que si les Français préféraient manger des médicaments plutôt que de la viande rouge il ne les empêcherait pas, mais qu'ils devraient payer. Comme si ceux qui, dans cette société, se soignent le mieux et consomment le plus de médicaments n'étaient pas ceux qui consomment aussi le plus viande rouge ! Séguin le premier, à voir sa mine !

C'est clair en tout cas. Pour lui, la solution est dans une nouvelle diminution du remboursement des médicaments et des soins, ou dans une réduction des pensions et des retraites, soit en ne les calculant plus sur les salaires des dix meilleures années, soit en les désindexant par rapport aux salaires, soit même en revenant sur la retraite à soixante ans : ce que le plaisantin de ministre appelle une "retraite à la carte" (il devait penser à la carte de ravitaillement) avec en prime le démantèlement des régimes spéciaux des cheminots, des marins ou des mineurs. Ou tout cela à la fois.

Les patrons, et derrière eux tous les capitalistes, ont rarement fait autant de profits. Ils avouent eux-mêmes que, à la fin de l'année dernière, une centaine de milliards qu'ils ne voulaient pas réinvestir dans la production ont été dirigés vers la spéculation boursière. Il suffirait d'un dixième de cet argent pour combler le trou de la Sécurité sociale, estimé de dix à vingt milliards à la fin de cette année.

Mais en fait, bien plus généralement, les "problèmes" de la Sécurité sociale que le gouvernement feint de trouver insolubles (sauf en nous faisant payer plus) sont dus avant tout à l'exploitation supplémentaire que les bourgeois ont imposée aux travailleurs avec la crise. Car s'il y a trop peu d'effectifs pour supporter les retraites, c'est bien d'abord parce qu'il y a trois millions de chômeurs, et si les rentrées sont en retard sur les dépenses, c'est bien d'abord parce que le blocage des salaires bloque aussi les cotisations.

Alors, il ne suffit même pas de défendre la Sécurité sociale telle qu'elle est aujourd'hui. Il faut prendre l'offensive contre le chômage et contre le blocage des salaires.

Si nous entamons la lutte, si nous descendons dans la rue, si nous faisons grève, ce doit être non seulement pour faire échec aux plans de Séguin, mais pour prendre sur les bénéfices pour l'embauche et pour l'augmentation de nos salaires.

Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent. La télévision et la radio, en donnant les nouvelles de la Bourse, nous disent quotidiennement le contraire.

Les travailleurs n'ont pas de patrie: à bas le "code de nationalité"

L'instauration d'un "code de nationalité" figurait au programme électoral de la droite avant le 16 mars 1986. Sous ce terme vague se dessinait — on a pu le vérifier depuis — un ensemble de mesures réglementant l'accès à la nationalité française pour les enfants des immigrés. Jusque-là, lorsqu'ils étaient nés sur le territoire, ils accédaient en principe automatiquement à la nationalité française. Ce que Chalandon, ministre de la Justice, et avec lui tout le gouvernement Chirac, voulait mettre en place, c'est l'obligation pour accéder à la nationalité française d'en faire la demande, et pour ce faire d'en passer par un tribunal, celui-ci pouvant la refuser pour des motifs comme la connaissance insuffisante de la langue, ou une condamnation pénale — même mineure — du demandeur.

En fait il s'agissait d'imposer des tracasseries administratives supplémentaires, et d'instaurer un arbitraire de plus, suspendu au-dessus de la tête de la population immigrée. Cela n'avait rien d'une nécessité impérative pour la bourgeoisie et le patronat de ce pays, car ils ne peuvent ni ne veulent se passer des travailleurs immigrés. En menaçant une fraction de la classe ouvrière, celle des travailleurs immigrés, c'était faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

Mais le plus grand avantage pour la droite "classique" de ce "code de nationalité", c'était de lui permettre de concurrencer, sur son propre terrain, la démagogie anti-immigrés d'un Le Pen, dont le courant a fait perdre des voix au RPR et à l'UDF, et en conséquence des sièges au parlement et dans les assemblées locales.

Le projet Chalandon, en chevauchant avec l'autorité gouvernementale et le poids de la loi les objectifs racistes et anti-immigrés de l'extrême-droite, participe au développement des préjugés imbéciles et contribue à entretenir un climat d'hostilité à l'égard de cette fraction importante de la classe ouvrière que constituent les travailleurs immigrés. Et c'est bien parce que la jeunesse est généralement moins raciste et plus généreuse que, lorsqu'elle s'est manifestée, elle s'est élevée contre le "code de nationalité", et qu'elle a intégré sa suppression à ses propres revendications.

Contraint au recul devant les jeunes, le gouvernement a dû jeter du lest également sur le "code de nationalité". Chirac avait annoncé que la nouvelle version ne s'appliquerait pas aux enfants de ressortissants de pays ayant appartenu à un moment ou à un autre à "la Communauté française" (c'est-à-dire aux anciennes colonies). Ce qui signifiait pratiquement que cela ne s'appliquerait pas à la plupart des enfants d'immigrés.

Le projet avait été renvoyé à la prochaine session parlementaire d'avril. Un nouveau projet de "code de nationalité" devait y être présenté.

Mais, en dernière minute, trois jours avant la manifestation du 15 mars, Chalandon vient de faire annoncer qu'il en repoussait encore la discussion, que ce projet ne serait pas discuté à la session parlementaire qui va s'ouvrir au printemps.

C'est un nouveau recul. Le moins qu'on puisse dire est que Chalandon n'a pas l'air très à l'aise !

Et il faut que les jeunes, et les moins jeunes, tous ceux qui ont conscience que tout ce qui sert à diviser les travailleurs entre eux se retourne contre les travailleurs, imposent le retrait définitif de ce projet.

Face au poison des chauvinismes qui contribue à dresser les travailleurs les uns contre les autres, il faut affirmer nos idées. Montrer que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'aucune frontière ne saurait les diviser.

Louis GUILBERT

Gala de Lutte Ouvrière

samedi 14 mars à 21 heures

au Zénith M° Porte-de-Pantin

avec

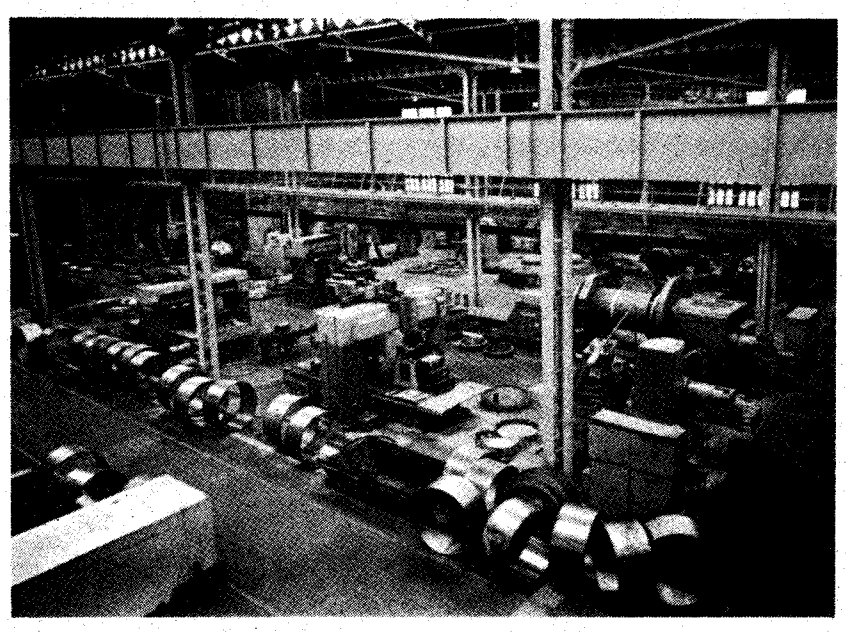
XAVIER LACOUTURE

la troupe du GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID

Bal de nuit animé par L'ORCHESTRE MICHEL GÉRARD

SNECMA (Gennevilliers)

La température monte aux Aubes



A la SNECMA Gennevilliers, l'atelier des Aubes connaît ces derniers jours une petite ébullition. Cet atelier, un des plus importants de l'usine, regroupe environ 650 travailleurs sur les 2700 de l'usine.

L'atelier des Aubes est divisé en deux secteurs : les Compresseurs et les Turbines. C'est d'un petit secteur des turbines, les Berthiez, qu'est parti le mécontentement sur les salaires. Le mardi 3 mars la vingtaine d'ouvriers des Berthiez, de leur propre initiative, ont commencé à discuter de leur salaire. Ils mettent en avant une revendication salariale fixée à 10 % du salaire moyen de la SNECMA, soit 1200 F d'augmentation mensuelle.

Dès le départ, les travailleurs des Berthiez se sont dit très méfiants vis-à-vis des syndicats. A un militant CGT de l'atelier, ils exliquaient : *"On veut se débrouiller nous-mêmes. On est assez grands pour aller voir la direction nous-mêmes."*

Cette intervention auprès de la direction, a été faite en fin de semaine. La hiérarchie a tenté de noyer le poisson par les sacro-saints arguments économiques. *"Avec le dollar qui baisse, la SNECMA a de gros problèmes pour commercialiser ses moteurs. Il faut se serrer les coudes. Les travailleurs de la SNECMA doivent le comprendre."* expliquait laborieusement un chef de service des Aubes pour conclure en demandant si la revendication des 1200 F n'était pas une plaisanterie.

Furieux, les travailleurs des Berthiez sont ressortis de cette réunion bien décidés à montrer que leur revendication est sérieuse. Ils comprennent que leur revendication n'a de chance d'aboutir que portée par une lutte qui entraînerait l'ensemble des travailleurs de la SNECMA. Dans un premier temps, ils ont décidé de mesurer la détermination des travailleurs de l'atelier des Aubes en faisant circuler une pétition qui rappelle la revendication des 1200 F uniformes mensuels. La pétition, approuvée par deux réunions tenues le lundi 9 mars et regroupant chacune environ 40 travailleurs, est claire sur les moyens à employer. Elle explique que *"conscients que la direction ne cèdera que contrainte et forcée, ils* (les travailleurs signataires) *sont déterminés à entrer en grève pour obtenir satisfaction"*.

Les ouvriers de Berthiez, les plus déterminés ont décidé de s'adresser aux autres secteurs. Ils se sont réparti le travail en fonction des équipes du matin et du soir.

L'accueil a été plutôt favorable, surtout parmi les secteurs touchés par l'équipe du soir. Tel ouvrier des Turbines lançait : *"Alors, c'est quand qu'on occupe ?"* Tel autre ouvrier des Compresseurs s'expliquait : *"On en a ras-le-bol des débrayages à répétition, des débrayages en fin de poste. Ce qu'il faut, c'est bloquer la production"*.

Un noyau actif et combatif des Berthiez, renforcé par d'autres travailleurs des Turbines et des Compresseurs, est bien décidé à continuer l'action. Pour l'instant la pétition circule faisant beaucoup discuter autour d'elle et créant de l'effervescence dans l'atelier des Aubes. L'objectif reste bien sûr de continuer sur les Aubes mais aussi de s'adresser aux autres secteurs, Forges et Fonderies en particulier.

Correspondant LO

Petits boulots et grosses combines

Le gouvernement vient de signer une convention avec les patrons de la vente à domicile. Il leur sera dorénavant permis de ne pas assimiler leurs employés à des salariés, et en conséquence de ne verser qu'une cotisation forfaitaire (donc plus faible) à la Sécurité sociale.

Pour eux, le ministre des Affaires sociales, Séguin a fait un bon "petit boulot", puisqu'ils pourront ainsi tirer à eux une partie de la "couverture sociale" sur le dos de ceux qu'ils exploitent. Ils promettent en échange de créer 25 000 emplois ce qui, même à ce prix-là, reste encore à voir. Et voilà ce que le gouvernement appelle lutter contre le chômage !

Le gouvernement parle chômage, Peugeot licencie

La direction de Peugeot annonce qu'elle va supprimer encore 2 563 emplois cette année, après en avoir supprimé près de 4 000 l'année dernière. A cause de la "faible progression" prévisible pour 1991 du marché de l'automobile, dit-elle, mais surtout *"pour maintenir son effort de productivité"* comme elle le précise. En clair, pour exploiter encore plus les ouvriers qui resteront.

La compression toujours plus grande du personnel va-t-elle toujours aller sans ratés ? Si l'explosion se produisait là où ils ne l'attendent pas, il faudrait bien qu'ils refassent leurs plans.

Affaire jugée

Le directeur de la "Française de Mécanique" à Douvrain (Pas-de-Calais) — une entreprise qui travaille pour Renault et Peugeot — a été condamné à 8 mois de prison avec sursis et 15000 F d'amende par le tribunal de Béthune. En février 1981, deux ouvriers avaient été intoxiqués en utilisant un dégraissant à base de chlore, dans une fosse où ils avaient été envoyés en réparation. L'un d'eux — âgé de 27 ans — en est mort.

Pour peine de cela, le directeur n'ira donc pas en prison et n'aura pas même à payer un mois de son salaire en amende. C'est moins que pour un chauffard, et en tout cas moins que pour un ouvrier qui aurait frappé son patron.

Douffiagues: un libéral'bol

Douffiagues, le maire d'Orléans, mène localement la même politique que Douffiagues le ministre des Transports.

D'un côté des déclarations sur *"la solidarité de la collectivité à l'égard des plus défavorisés"* et de l'autre des mesures qui frappent financièrement tous les usagers des services municipaux dont les tarifs se sont envolés après les décisions du dernier conseil municipal.

Les enfants des écoles paieront les repas 30 centimes de plus (14,40 F). Les études surveillées passent de 34 à 75 F. Les journées au Centre de Loisirs coûteront 40 F au lieu de 34,40 F. La participation des familles aux frais pour les classes transplantées qui était de 10 à 80 % passe désormais de 10 à 100 %.

Pour le Théâtre d'Orléans, comme la "qualité se paie" (selon les dires de Douffiagues) les places passent de 70 à 100 F et de 90 à 150 F.

Pour la bibliothèque, la cotisation annuelle augmente de **300 %. L'inscription à l'Institut d'Art Visuel passe de 228 à 1100 F. Pour le Conservatoire, les droits d'inscription et les tarifs pour les formations musicales sont multipliés par deux. Les tarifs de crêches et de garderies ont eux aussi flambé.**

Cela vient après la décision de céder, en plus, à des entreprises privées, les services des eaux, des restaurants scolaires, du Théâtre notamment, avec des hausses à prévoir dans l'avenir.

Correspondant LO

PELLE (Orléans)

Les actionnaires gardent leur fortune, les ouvriers perdent leur emploi

Les actionnaires gardent leur fortune, les ouvriers perdent leur emploi.

60 travailleuses et travailleurs de l'usine de boucherie et charcuterie industrielle Pellé viennent d'être jetés à la rue après que les actionnaires de l'usine ont mis celle-ci en réglement judiciaire.

Les 300 travailleurs ont appris le lundi 9 février que la direction avait déposé le bilan et que le tribunal de commerce allait nommer un syndic pour 3 mois.

Pendant les 15 jours qui ont suivi, la grande majorité des travailleurs de l'usine n'ont travaillé que quelques heures chaque semaine. Le reste du temps, ils étaient renvoyés chez eux, mais sur leurs congés restants de 1986 ou en prenant sur leurs congés 1987. La paye a été repoussée de 10 jours, ce qui a posé pas mal de problèmes car les salaires Pellé tournent autour de 4000 F.

Enfin, lundi 23 février, la direction faisait afficher les listes des licenciés dans chaque service. Ceux-ci étaient priés de partir tout de suite, la direction payant les mois de préavis.

La direction n'a affiché qu'un total mépris vis-à-vis de tout le monde dont des travailleurs depuis plus de 10 ans dans l'usine. Les informations n'ont filtré qu'au compte-gouttes. On en apprenait plus par la presse locale que par la direction. De plus, si les 60 licenciés se retrouvent avec rien ou presque, les actionnaires de l'usine ne perdent pas un centime de leur fortune personnelle.

Si certains licenciés savent déjà qu'ils devront revendre leur maison, les actionnaires, eux, conservent leurs propriétés et leurs grosses voitures. Car durant plusieurs dizaines d'années ils ont pu accumuler des fortunes rondelettes : jusqu'en 1985 Pellé faisait plus de 50 milliards de centimes de chiffre d'affaires et les actionnaires avaient même créé en 1986 une nouvelle entreprise de plats cuisinés.

Les heures supplémentaires ont repris pour ceux qui restent et la discipline s'est encore renforcée. Les entreprises qui se proposent de racheter l'usine commencent toutes par avancer qu'il y a encore trop de personnel pour que l'affaire soit "rentable".

Les premiers licenciements sont passés sans vraiment de réaction de la part des travailleurs. En sera-t-il de même pour ceux qui se préparent ?

Correspondant LO

Des médicaments ou des armements: le gouvernement préfère la viande saignante

Contre tous les démolisseurs de la Sécurité sociale

L'indignation des assurés sociaux, travailleurs ou retraités, grandit au fur et à mesure que ceux-ci découvrent la réalité du contenu des dernières mesures du gouvernement. Les cotisations ont augmenté sauf bien entendu pour les patrons. Ce sont les travailleurs qui payent en plus des 0,4 % supplémentaires pris sur leurs impôts, les 0,7 % de cotisation vieillesse chaque mois. Et ce sont eux en particulier qui accusent le coup de la réduction des prestations. Eux qui, même gravement malades et jusque-là pris en charge à 100 %, doivent maintenant payer pour des médicaments sous prétexte qu'ils n'ont pas de rapport direct avec la maladie en question. Eux qui font connaissance avec les médicaments "à vignette bleue" c'est-à-dire remboursés à 40 % au lieu de 70 % baptisés "médicaments de confort". Eux qui doivent acquitter le forfait hospitalier à 25 F au lieu de 23 F ou encore eux qui se trouvent désormais dans l'obligation d'affranchir le courrier à la Sécurité sociale.

Quant aux patrons, dans le même temps où l'on fait payer davantage les assurés sociaux, ils bénéficient au contraire de nouvelles exonérations qui sont autant de rentrées en moins pour la Sécurité sociale. Le bulletin *URSSAF Informations,* édité par la direction de l'URSSAF (la caisse de recouvrement des cotisations) de février 1987, rapportait que dans le cadre des mesures dites "pour l'emploi des jeunes", 80.732 jeunes avaient été embauchés avec des exonérations de charges sociales pour septembre et le 3e trimestre 1986. Dont 72,4 % avec un abattement d'un quart des cotisations, 5,1 % de la moitié, et 22,5 % de la totalité.

Alors oui, les Chirac et les Séguin n'y sont pas allés avec le dos de la cuiller. Mais sur cette voie-là aussi, la droite n'a fait qu'emboîter le pas à la gauche. Et pour crapuleuses que sont les dernières mesures, elles ne devraient pas faire oublier aux travailleurs les précédentes.

Quelques mois après être arrivée au gouvernement, la gauche — à l'époque où il y avait quatre ministres du PCF — rétablissait en novembre 1981, le 1 % de cotisation supplémentaire.

En juin 1982 la cotisation maladie sur les allocations chômage augmentait de 1 %, et sur les préretraites de 2 %. En mars 1983, la cotisation vieillesse des salariés augmentait d'un point et la cotisation maladie des préretraités passait de 2 à 5 %. En janvier 1984, la cotisation vieillesse augmentait encore de 1 %.

Et que se passait-il pour les patrons pendant ce temps ? En juin 1981, ils bénéficiaient d'un allègement de cotisations en compensation de l'augmentation du SMIC. En septembre 1981, dans le cadre des "contrats de solidarité", ils avaient droit à un abattement de tout ou partie des cotisations pour ceux qu'ils embauchaient. Fin 1982, il était décidé de bloquer les charges patronales jusqu'à fin 1983. En janvier 1985, l'Etat prenait en charge les cotisations des 300.000 jeunes embauchés au titre des TUC.

Entre 1981 et 1984, la part des cotisations versée par les employeurs dans le financement de la Sécurité sociale, baissait de 69,2 % à 64,3 % (soit -4,9 points) tandis que celle des assurés sociaux augmentait de 23,2 % à 24,8 % (+ 1,6 points) alors que les effectifs salariés diminuaient.

Quant aux prestations, un plan d'économies diminuait ou supprimait le remboursement d'un millier de médicaments en juillet 1982 (1 milliard d'économies). Nouveau plan en octobre 1982, pour économiser 30 milliards, comportant notamment l'instauration du forfait hospitalier à 20 francs par jour. En juin 1983, nouveau plan d'économies de 4 milliards (dont un milliard par le blocage des dépenses hospitalières). En avril 1984, il fut décidé que les chômeurs n'avaient plus droit à l'assurance invalidité un an après la fin de leurs allocations chômage. En juin 1985, le remboursement de 379 médicaments passait de 70 % à 40 %, tandis que le ticket modérateur augmentait pour les soins infirmiers et les dépenses de laboratoire.

La brèche dans la Sécurité sociale fut donc largement ouverte par la gauche avant que la droite ne s'y engouffre, et l'élargisse encore.

Alors, les travailleurs doivent s'en souvenir. Combattre les mesures prises par le gouvernement de droite actuel ; mais se méfier aussi des serviteurs de gauche du patronat comme de ses serviteurs de droite, de la peste comme du choléra, dont ils sont tout aussi mal remboursés.

Louis GUILBERT

Le Parti Socialiste approuve la loi de programmation militaire

On ne joue pas à l'opposition quand les intérêts des généraux et des marchands de canons sont en jeu

Pierre Joxe a annoncé que le Parti Socialiste votera la loi de programmation militaire qui sera présentée par le gouvernement lors de la prochaine session parlementaire. Et c'est à Rocard que reviendra le brillant honneur de cette touchante unanimité, celle de donner des milliards à l'armée et aux marchands de canons.

C'est la première fois que le Parti Socialiste vote une loi de programmation militaire présentée par la droite. Mais la nouveauté est toute relative. Car cette loi de programmation proposée par le gouvernement Chirac, avec 474 milliards de crédits pour la période 1987-1991, uniquement pour les équipements nouveaux (les frais de fonctionnement de l'armée faisant partie de la routine des budgets annuels), est tout à fait dans la lignée de la loi de programmation qu'avaient fait adopter les socialistes eux-mêmes pour la période 1984-1988.

Bien sûr lors des quatre premières lois de programmation militaire (il y en a une couvrant des périodes d'environ cinq ans chacune depuis 1960), en 1960, 1965, 1971, 1977, les socialistes dans l'opposition pour longtemps et ayant besoin de se montrer hostiles au gouvernement avaient refusé de les approuver. Mais cette fois c'est différent : ils ne sont pas tout à fait dans l'opposition ; ils viennent à peine de gouverner, aimeraient bien y revenir bientôt, et ont toujours un pied dans la baraque. D'autant qu'en ce qui concerne le domaine militaire, et plus particulièrement les armes nucléaires, le locataire de l'Elysée tient à affirmer qu'il a son mot à dire, que c'est lui le maître, puisque c'est chez lui qu'est le bouton.

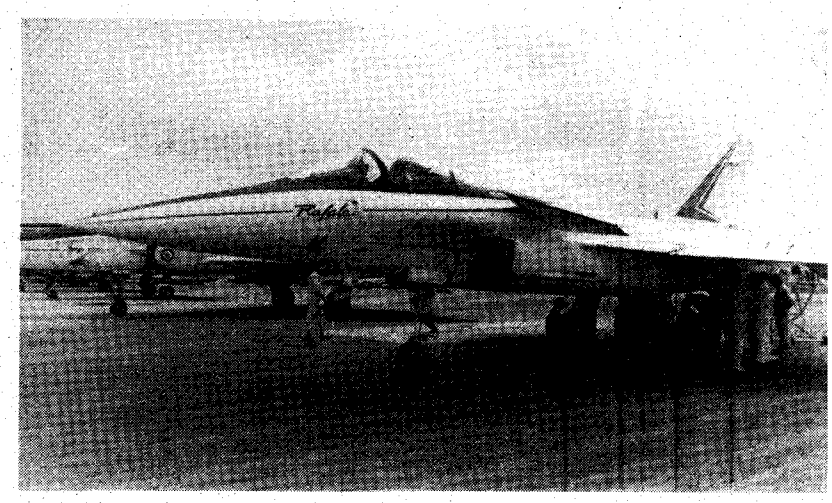
Alors dans la préparation même de cette loi, en novembre dernier, Mitterrand avait mis son petit grain de sel, ses atomes, et même ses molécules chimiques puisque l'une des innovations de la nouvelle loi serait l'envie de doter aussi l'armée française de quelques armes chimiques. Rhône-Poulenc ou Péchiney ont bien droit eux aussi à des commandes militaires ! Si bien que dès novembre, on savait que le PS ne pourrait qu'approuver la loi. Même si les députés socialistes, en mal d'opposition, avaient trouvé un argument de procédure pour s'abstenir dans le vote du budget militaire 1987, tout en l'approuvant.

Et puis le mouvement étudiant était passé par là qui, faisant clore précipitamment la session parlementaire, avait repoussé de plusieurs mois la fameuse loi de programmation militaire. Tant mieux pour le PS d'ailleurs, qui n'avait surtout pas besoin de voter pour le nouveau missile balistique M5, les nouveaux chasseurs et bombardiers, et les armes chimiques au moment où il faisait la cour aux jeunes en colère.

Il n'y a jamais eu autant de vols

Pendant dix jours, l'armée de l'air va jouer à la guerre. On sait tout sur ces grandes manœuvres : 85.000 hommes, plus de huit mille sorties aériennes. Un aérodrome sera même détruit pour voir le temps qu'on met à le reconstruire !

La seule chose que l'on ignore, c'est le prix de ces exercices, et en particulier ce qu'il en coûtera à chaque contribuable.



130 milliards pour le Rafale, plus de 6 fois le "trou" de la Sécurité sociale (AFP).

Les marchands d'armes rentrent au pays

Les temps deviennent durs, paraît-il, pour les marchands de canons ou vendeurs de missiles. Leurs clients traditionnels des pays sous-développés, déjà saignés par la baisse du prix des matières premières, ont moins d'argent. Ils profiteraient même de la situation pour mettre les vendeurs américains, anglais ou français en concurrence.

Aux Etats-Unis aussi, premier marché du monde, l'heure serait à une réduction des dépenses militaires. Durant ces cinq dernières années, des sommes colossales ont été dépensées par l'Etat américain pour subventionner les trusts de l'aéronautique et de l'électronique militaire. Les dépenses d'armement avaient d'ailleurs joué un rôle décisif dans la fameuse reprise économique américaine de 1983-84. Les nouveaux crédits, pourtant encore très copieux, ne seraient plus à la mesure de l'appétit des Bœing, Northrop et autres General Dynamics. Donc pas question d'accepter que des vendeurs d'armes européens viennent chasser sur les terres américaines.

Du coup, les ministres de la Défense anglais et français dont la principale tâche est de trouver des commandes pour les trusts de l'armement de leurs pays respectifs (avec l'aide des ministres des Affaires étrangères, des Premiers ministres, des présidents ou des monarques), ont décidé d'envisager une collaboration pour tenter de décrocher des marchés ensemble.

Alors la prochaine corvette *Jeanne d'Arc* sortira-t-elle des chantiers navals anglais ?

Les missiles Exocet à destination de l'armée argentine seront-ils aussi de la co-production anglo-française ?

Après tout, les généraux et les amiraux commandent à la troupe, mais obéissent aux capitalistes !

Puisque leurs engins de mort se vendent moins bien à l'extérieur, les trusts de l'armement français et anglais ont déjà trouvé une solution : obtenir l'augmentation des crédits de guerre dans leurs pays. Du côté des industriels français c'est chose faite. Il y a quelques semaines Dassault et Thomson obtenaient un cadeau de 130 milliards sur huit ans pour la construction du nouvel avion de combat.

Et on peut compter sur ces gens-là pour ne pas désarmer face aux pourparlers de paix entamés par Gorbatchev. La menace de guerre leur rapporte trop pour qu'ils renoncent si facilement à l'exploiter.

Pierre VERNANT

Quand le PS s'affiche: la fable du loup (2e épisode)

A un an des prochaines élections présidentielles, un an aussi après que Chirac est entré à Matignon — c'est-à-dire à mi-chemin entre deux élections — le Parti Socialiste lance une nouvelle campagne d'affichage.

Nouvelle ? C'est façon de parler. Car on revoit sur ces affiches la droite représentée par un grand méchant loup. Ce même loup qui avait déjà servi de thème à sa précédente campagne. A cette différence que, cette fois, le loup a les dents cassées, la gueule pleine de pansements et de sparadraps. Et qu'on lui pose ingénument cette question : *"Dis-moi, jolie droite, où vas-tu comme ça ?"*

Disons tout de suite que si la droite est dans cet état-là, un tantinet amochée, ce n'est pas parce que ces messieurs du Parti Socialiste lui avaient fait du mal. Le prétendu méchant loup a pris davantage de coups face aux lycéens et aux étudiants en mouvement, face aux cheminots en grève, voire dans des accrochages avec quelques autres loups de sa bande que dans la cohabitation dans le même antre que le PS.

Les dirigeants socialistes se contentent de compter les sparadraps en espérant que la somme des gnons faits par d'autres augmentera d'autant leurs chances de succès électoral.

Mais le Parti Socialiste applaudit plutôt qu'il ne critique les aspects fondamentaux de la politique de la droite, à commencer par cette loi de programmation

militaire qu'il vient de décider de voter.

Avec cette affiche, donc, d'entrée de jeu, nous savons — mais ce n'est pas une surprise — sur quel ton les dirigeants du PS vont s'efforcer de rameuter les électeurs de gauche. En leur présentant la droite comme un épouvantail, qu'un valeureux justicier — Mitterrand, Rocard, ou un autre ? — se propose d'affronter et de terrasser.

Bien sûr la droite, depuis un an qu'elle est au gouvernement, n'a pas fait de cadeaux aux travailleurs, alors qu'elle les a multipliés aux bourgeois, petits et grands.

Elle a donné aux riches. A toutes les catégories de nantis. A profusion, en veux-tu, en voilà.

La droite a "fait son boulot", c'est-à-dire qu'elle a continué le "sale boulot" de Mauroy et de Fabius, expression qui est, rappelons-le, de ce dernier, et qui exprime fort bien ce qui s'est passé.

Et la droite a pu le faire d'autant plus facilement que la gauche, et en particulier le Parti Socialiste lui avait préparé le terrain. A tel point qu'il n'y a guère de mesures sociales — disons plutôt anti-sociales — décidées depuis un an par le gouvernement Chirac dont on ne puisse dire qu'elles n'avaient pas été déjà prises par la gauche. Sinon prises, au moins proposées.

Pour ne citer que quelques exemples, parmi bien d'autres : le blocage des salaires, l'augmentation des cotisations des salariés pour la Sécurité sociale, la mise en place des petits boulots sous forme de TUC, les projets sur la flexibilité, l'encouragement à la spéculation boursière, la "réhabilitation de l'entreprise", etc, etc... Tout cela ne date pas d'un an. Ce sont des mesures prises entre 1982 et 1986. Du temps où Mauroy, puis Fabius étaient à la tête du gouvernement. Et on pourrait poursuivre l'énumération et faire la comparaison, point par point. On constaterait alors que la droite n'a la plupart du temps même pas eu besoin d'innover, et qu'il lui a suffi de reprendre, en l'accentuant, la politique de la gauche.

Alors disons que le PS, qui a largement contribué à introduire le loup dans la bergerie, s'apprête à resservir une fable qu'on a récitée maintes fois aux travailleurs. Il voudrait les persuader qu'il suffit d'attendre un an, pour avoir un président, bon berger, nous protégeant du méchant loup.

Qui ? Rocard, Mauroy ou Fabius remplaçant Mitterrand ? Ou même Mitterrand se succédant à lui-même ? Le propre des contes pour enfants est de ne pas être crédibles. Et celui-là ne faillit pas à la tradition. Car il est difficile de prétendre qu'un tel "changement" peut changer quelque chose. Et encore moins de laisser croire que cela peut se traduire par quelque chose de positif pour les travailleurs.

Mais le message codé des dirigeants duPS a sans doute une autre fonction. En présentant une droite fort mal en point, sans doute veulent-ils faire comprendre à la bourgeoisie que si Chirac et son gouvernement se sont cassé les dents, eux, les socialistes, auraient su mieux réussir. Une manière de dire qu'ils sauraient être plus efficaces que cette droite pour imposer à la population laborieuse des mesures impopulaires, sans provoquer de réactions sociales. C'est une allusion à ses états de service passés. C'est aussi une offre de service pour l'avenir.

La "jolie gauche" veut nous amuser avec sa campagne en forme de bande dessinée. On sait d'avance où elle va, et où elle voudrait entraîner les travailleurs.

Multiplication des licenciements dits "économiques"

Le dernier bulletin mensuel des statistiques du travail (janvier 1987) montre que le nombre des licenciements dits économiques est passé de 40.065 en août à 56.535 en fin décembre. Il y aurait cinq mille licenciements de plus par mois depuis novembre.

En juillet 1986, le gouvernement avait fait voter la loi sur la fin de l'autorisation préalable pour les licenciements, et cela autorisait jusqu'à la nouvelle loi, pendant six mois, à se dispenser de toute démarche pour les licenciements "par paquets de neuf". Il apparaît que les patrons en ont fait largement leur profit. Depuis fin décembre, la nouvelle loi accorde pratiquement les mêmes facilités pour tous les licenciements cette fois. Et de toute façon, bien des patrons n'ont pas attendu la promulgation de quelques textes que ce soit, pour se croire tout permis en la matière.

Ce sont en particulier les salariés les plus âgés, la tranche des 25-49 ans, et encore plus celle des plus de 50 ans qui en font les frais. Car les patrons profitent des exonérations de charges sociales que leur offre le gouvernement pour les embauches de moins de 26 ans. (Aux frais des assurés sociaux bien sûr !). Ils licencient les "vieux" pour les remplacer par des jeunes moins payés et le tour est joué.

On a pu entendre sur les ondes radiophoniques, que les chefs du personnel des grandes entreprises étaient pessimistes pour les mois à venir et qu'ils s'attendaient à un nouvel accroissement des licenciements dits économiques, en même temps qu'une généralisation plus grande du recours à l'intérim. Ils sont bien placés pour connaître l'avenir que l'on prépare aux travailleurs. Mais pas besoin d'être chef du personnel pour comprendre que les patrons sont prêts à pressurer les travailleurs jusqu'aux limites du possible. Diminuer les salaires, augmenter le chômage, supprimer tous les avantages acquis en instaurant la précarité généralisée.

Ces "Madame Soleil" du patronat pourraient cependant se tromper lourdement, si la classe ouvrière décidait de ne plus accepter la politique patronale comme une fatalité. La seule possibilité d'arrêter les patrons serait que la colère ouvrière leur flanque une crainte salutaire. Une colère qui remettrait d'un coup en question tous leurs profits, en les frappant à leur tour à la caisse, en paralysant leur production et leur organisation à tous les niveaux. Car quoi que fassent les patrons, il n'en reste toujours pas moins que rien dans ce pays ne peut fonctionner sans les travailleurs.

Louis GUILBERT

ESPAGNE

Le gouvernement socialiste poursuit la politique colonialiste à Ceuta et Melilla

Le gouvernement socialiste se trouve actuellement confronté à la difficulté de résoudre le problème de Ceuta et Melilla. Les deux villes nord-africaines que Hassan II commence à réclamer avec une certaine insistance, et que Felipe Gonzalez s'entête à considérer comme espagnoles et comme devant le rester.

En 1956, quand le Maroc obtint l'indépendance, ces deux villes furent conservées par l'Espagne sous prétexte qu'une majorité de sa population était espagnole et qu'elles lui appartenaient depuis des siècles. En effet, Melilla fut conquise par l'armée de la Castille en 1497 et Ceuta fut annexée à la couronne espagnole en 1580. Mais il n'est pas moins vrai que ces villes n'ont été que des places fortes de l'armée espagnole jusqu'au début du XX[e] siècle, et que si elles se sont développées depuis, sur le plan économique et commercial, elles n'ont pas cessé de l'être, car l'armée espagnole y maintient toujours des forces absolument disproportionnées avec le "territoire" qu'elles sont censées "protéger". A Melilla, par exemple, il y a une garnison de 8.000 hommes armés avec le matériel le plus moderne dont dispose l'Espagne, pour une population de 72.000 habitants et une surface de 12,5 km carrés. (Et c'est de cette même garnison, soit dit en passant, que partirent en 1936 les premiers coups de feu de la guerre civile).

GRÂCE AU GOUVERNEMENT SOCIALISTE, HASSAN II PEUT JOUER AU LIBÉRATEUR

Au cours de ces dernières années, Hassan II semblait avoir accepté de lier le règlement du sort de Ceuta et Melilla à celui de Gibraltar qui devrait être cédé à l'Espagne par la Grande-Bretagne. Mais il vient d'annoncer officiellement, le 3 mars dernier, profitant des cérémonies commémoratives de son accession au trône, que la solution du problème *"devra se trouver dans la sauvegarde des droits imprescriptibles du Maroc et des intérêts vitaux de l'Espagne"*, et il s'est adressé aussi, par-dessus la tête de Juan Carlos, à la population marocaine de ces villes en employant un langage de roi : *"Nous n'oublions pas,* a-t-il dit, *nos fidèles sujets dans nos deux villes de Ceuta et Melilla et des îles qui les entourent..."*

Grâce à la politique colonialiste et parfois raciste du gouvernement socialiste, Hassan II, le bourreau du peuple marocain, peut donc se présenter aujourd'hui comme le défenseur et le futur libérateur des marocains de Ceuta et de Melilla.

LA LOI SUR LES ÉTRANGERS

Car ce fut à partir de 1985 — avec la promulgation par le gouvernement de Felipe Gonzalez d'une loi dite "de extranjeria", qui permettait d'expulser rapidement de l'Espagne un grand nombre de travailleurs étrangers — que les populations marocaines de Ceuta et de Melilla commencèrent à s'agiter. En effet, si cette loi a signifié la prison et l'expulsion pour des milliers d'immigrés résidant en Espagne, elle prétendait aussi transformer les milliers de Marocains de Ceuta et Melilla en étrangers dans leur propre pays.

Cela a mis le feu aux poudres, car on proposait une "carte d'étranger" à environ 40.000 personnes nées ou habitant depuis longtemps dans ces deux villes. Alors que, jusqu'à présent, elles pouvaient y résider avec, pour tout papier justificatif, une carte "d'identification" ne servant qu'à les comptabiliser mais ne leur donnant aucun droit : même pas celui d'aller à Malaga ou Almeria pour une urgence médicale, sans avoir demandé un sauf-conduit provisoire que l'administration espagnole refuse ou concède gracieusement ; même pas celui de louer ou de construire une maison sans une autorisation spéciale...

Cela a obligé les Marocains à s'entasser dans des quartiers qui n'ont rien à envier à ceux qui entourent les grandes villes des pays sous-développés. Par exemple, dans un des bidonvilles de Melilla, celui appelé "la Canada de la muerte" (le Vallon de la mort), il n'y a ni eau courante, ni électricité ni égouts, et les 4.000 Marocains qui habitent cet horrible endroit doivent faire leurs besoins dans des bidons ou des sacs en plastique et les jeter ensuite dans un petit ruisseau d'eaux noires et nauséabondes qui court tout le long de la principale rue du quartier.

En plus, transformés, en réservoir de main-d'œuvre bon marché et surexploitée, les Marocains ont fini par en avoir assez.

Le 23 novembre 1985, ils sont descendus dans la rue pour protester contre la loi sur les étrangers et pour revendiquer la nationalité espagnole. C'en était trop pour toute l'extrême-droite, pour tous les bénéficiaires de la situation actuelle, pour tous les racistes qui ne veulent pas que ceux, qu'ils appelent les "Maures", possèdent les mêmes droits qu'eux. Et moins de quinze jours après, le 6 décembre, presque toute la population qui se dit "chrétienne" défilait avec chacun son petit drapeau espagnol aux cris de : *"Oui à la loi sur les étrangers !"* et *"Melilla espagnole !"*. Il faut dire que le maire socialiste de la ville, le même qui ne débourse pas un sou d'un budget municipal de 3 milliards de pesetas pour urbaniser la "Canada de la muerte", était à la tête de cette manifestation et que le gouvernement de Felipe Gonzalez a encouragé cette démonstration "patriotique".

Manifestation de femmes marocaines le 4 février dernier à Melilla, contre l'emprisonnement de 9 dirigeants musulmans par les autorités espagnoles (AFP).

LA POLICE À L'ŒUVRE

Depuis, les manifestations et les grèves des Marocains se sont succédé et la situation n'a cessé de se dégrader. Dernièrement, pendant la nuit du 31 janvier, les forces de police espagnoles sont rentrées avec rage dans les quartiers marocains de Melilla, faisant des centaines de blessés et procédant à des arrestations massives. De leur côté, quelques "chrétiens" armés ont blessé quatre jeunes Marocains, dont l'un est mort le 6 février à la suite de ses blessures. Après cette "razzia", neuf dirigeants marocains ont été inculpés de "sédition" et envoyés à la prison d'Almeria. Ils ont été libérés avec sursis, le 21 février.

Karina Aomar, du collectif de femmes musulmanes, disait récemment : *"Nous ne pouvons pas sortir, nous n'avons aucun droit, nous sommes des apatrides dans notre propre pays. Ils arrêtent nos maris qui revendiquent leurs droits. La police pénètre dans nos quartiers, perquisitionne nos maisons et nous fouille sans aucun motif. Il est temps qu'ils* (les chrétiens) *commencent à se rendre compte que les étrangers, à Melilla, ce sont eux"*.

Ainsi, la politique de Felipe Gonzalez, qui ressemble beaucoup, toutes proportions gardées, à celle pratiquée par le socialiste Guy Mollet en Algérie, a réussi à pousser les mêmes gens, qui réclamaient la nationalité espagnole il y a 15 mois, à crier maintenant "Vive Hassan II !" et "Melilla marocaine !", servant ainsi mieux que quiconque les intérêts du roi du Maroc. Celui-ci pourra utiliser chaque fois qu'il en sentira le besoin, l'alibi de Ceuta et Melilla pour dévier le mécontentement du peuple marocain. En tout cas, cela lui sert déjà aujourd'hui à se présenter, devant une population qu'il maintient dans l'esclavage, comme le défenseur des Marocains opprimés de ces deux villes.

Gabriel CATALA

SOMMET FRANCO-ESPAGNOL

Donnant, donnant

Mitterrand, Chirac et une cohorte de ministres, sous-ministres et hauts-fonctionnaires ont participé au sommet franco-espagnol, premier d'une série de sommets bilatéraux comme la France en a avec l'Allemagne, l'Italie...

Dans une interview au *Figaro,* le Premier ministre espagnol, le socialiste Felipe Gonzalez, a félicité les dirigeants français dans le domaine de la "lutte antiterroriste". Il faut dire que 47 membres ou sympathisants de l'ETA, ou présumés tels, ont été livrés par la police française à la police espagnole. Et si, depuis que Chirac est devenu Premier ministre, les expulsions se sont accélérées, Felipe Gonzalez tient à rendre à la gauche française ce qui lui appartient aussi : *"Il faut être juste (...) La coopération dans le domaine du terrorisme a commencé dès 1982"*.

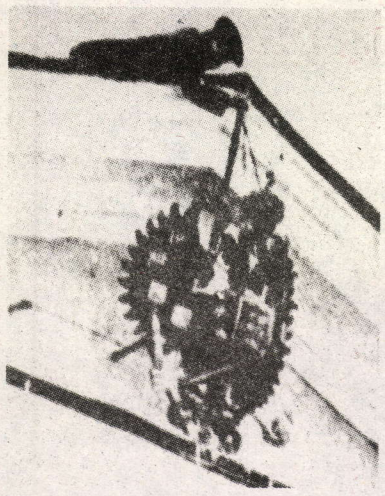
Les ministres français viennent de leur côté avec des dossiers commerciaux, *le Figaro* du 11 mars rappelant goulûment que la France représente, après l'Etat espagnol lui-même, le second employeur du pays... Parmi les dossiers en suspens, il y aurait l'accord entre CGE-ITT et Telefonica, l'achat de plus d'une vingtaine d'Airbus (Iberia n'en a acheté que six sur la trentaine prévue), etc.

Certains de ces dossiers étaient, paraît-il, au point mort mais pas tout à fait enterrés. De nouvelles livraisons, par la police française, de Basques espagnols seront-elles de nature à "déterrer" ces dossiers ?

Deux Basques espagnols arrêtés le 2 février à Bordeaux ; Les expulsions de réfugiés basques se succèdent sans autres formes de procès (AFP).

FÉVRIER-MARS 1917 : la Révolu

Les journées de février



Un emblème tsariste décroché d'un bâtiment public.

UNE INSURRECTION SPONTANÉE.

• Le mouvement de révolte qui allait en quelques jours emporter le tsarisme avait commencé spontanément à l'occasion de la "journée internationale des femmes", le 23 février (8 mars du calendrier occidental).

"La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette "journée des femmes" pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa de grève ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le comité Vyborg, déconseillait la grève", explique Trotsky dans son *Histoire de la Révolution Russe*.

Et pourtant ce jour-là, alors que les organisations socialistes n'avaient prévu pour commémorer cette "journée internationale des femmes" que des distributions de tracts et réunions, dans les usines textiles des faubourgs de Petrograd, dans ce quartier Vyborg, justement, les ouvrières s'étaient mises en grève. Elles étaient descendues dans la rue, entraînant à leur suite les ouvriers de la métallurgie. Et bousculant tous les barrages policiers, elles étaient allées manifester devant la Douma municipale (le conseil municipal de Petrograd), pour demander *"du pain"*. Le lendemain, la grève s'amplifiait, notamment avec l'entrée en grève des traminots, et les manifestants dans la rue ne demandaient plus seulement du pain, mais criaient aussi *"à bas la guerre!"* ou *"à bas l'autocratie!"* Et pour une fois, les Cosaques, ces troupes d'élite envoyées si souvent contre les manifestants, hésitèrent à charger les manifestants. Le lendemain, la grève s'amplifiait encore, toujours sans qu'aucun mot d'ordre ne soit donné : et les manifestations furent ponctuées d'affrontements avec la police et de fusillades.

Le 25 février, après avoir hésité sur la conduite à suivre face à l'ampleur du mouvement, le tsar ordonnait de *"mettre fin dès le lendemain aux désordres de la capitale"*. C'était plus facile à dire qu'à faire. Le 26, qui était un dimanche, les autorités avaient eu beau faire lever les ponts sur la Neva pour couper le centre de Petrograd des quartiers ouvriers, les manifestants ouvriers traversaient la rivière sur la glace et allaient vers les casernes s'adresser directement aux soldats. Alors que la troupe, encore sourde aux appels, tirait sur les manifestants, un premier craquement se produisait dans le régime : le régiment d'élite Pavlovsky, garde personnelle du tsar, se mutinait.

Le lendemain 27 février, le seul rempart du régime, l'armée, allait basculer : les ouvriers et les soldats mutinés de la veille s'adressaient aux autres régiments. Un à un, les régiments de la garnison de Petrograd passaient du côté de l'insurrection, distribuaient des armes aux ouvriers. Dans l'après-midi, le gouvernement démissionnait, alors qu'une foule de soldats, d'ouvriers, d'étudiants convergeait vers le palais Tauride, siège de la Douma (le parlement concédé par le tsar à la bourgeoisie depuis la révolution de 1905).

QUAND LA BOURGEOISIE LIBÉRALE ET LES RÉFORMISTES CHERCHAIENT A USURPER LA VICTOIRE

Avant même la victoire de l'insurrection, au palais Tauride s'étaient mis en place simultanément deux organes de pouvoir : le "Comité Provisoire de la Douma" et un "Comité Exécutif Provisoire du Soviet".

Le premier était créé sous la présidence du président de la Douma, par les politiciens bourgeois pour ne pas laisser de vide politique, de vacance du pouvoir après la chute du gouvernement. Son nom, *"Comité pour le rétablissement de l'ordre à Petrograd et l'entrée en rapport avec les corps constitués et les particuliers"*, disait bien les limites que se fixaient les représentants de la démocratie bourgeoise, alors qu'ils n'osaient pas encore revendiquer pour eux le nom de gouvernement, ni se prononcer pour le renversement du tsar.

Ce Comité Provisoire n'allait être remplacé par un "gouvernement provisoire", formé en gros des mêmes membres, que quelques jours plus tard, le 2 mars, quand tout espoir de sauver la monarchie était dépassé. A la tête de ce premier gouvernement bourgeois de la Russie était encore un prince, le prince Lvov; Milioukov, chef de file du parti des industriels, le parti Constitutionnel Démocrate (Cadets), en était l'homme fort ; pour lui servir de caution "gauche", un membre du second pouvoir, du Comité Exécutif du Soviet, Kerensky, inscrit de fraîche date au Parti Socialiste Révolutionnaire, était entré dans ce gouvernement provisoire, *"à titre personnel"* mais après avoir fait cautionner sa participation gouvernementale par le soviet.

Car au départ, ce second pouvoir, le "Comité Exécutif du Soviet", même s'il reprenait la tradition de la révolution de 1905, avait été créé à l'initiative de socialistes modérés, les membres ouvriers du "Comité Central des Industries de Guerre", qui, arrêtés en janvier 1917, avaient été libérés de prison par l'insurrection, auxquels s'étaient joints des représentants du mouvement syndical et coopératif et les députés menchéviks de la Douma. Ces membres ouvriers du CCIG étaient eux-mêmes de tendance menchévique, les Bolcheviks ayant au contraire appelé les ouvriers à boycotter ces Comités des Industries de Guerre mis en place depuis 1915 par la bourgeoisie industrielle pour pallier les carences du pouvoir tsariste. *"Nous voyons ici la classique initiative des radicaux qui se tiennent à l'écart de la lutte révolutionnaire, mais se disposent à en récolter les fruits"*, écrit Trotsky dans son *Histoire de la Révolution Russe*. *"Les véritables dirigeants ouvriers ne quittaient pas encore la rue, désarmaient les uns, armaient les autres, consolidaient la victoire. Les plus prévoyants d'entre eux furent immédiatement alarmés par des informations annonçant qu'au palais Tauride se créait un certain soviet de députés ouvriers. De même que la bourgeoisie libérale, dans l'attente d'une révolution de palais que quelqu'un devait accomplir, avait préparé, pendant l'automne 1916, un gouvernement de réserve..., les intellectuels radicaux constituaient leur sous-gouvernement de réserve au moment de la victoire de février"*.

Et ce Comité Exécutif, loin de contester le nouveau gouvernement bourgeois que de son côté la Douma mettait en place, l'assurait de son soutien.

Il n'empêche que ce fut ce Comité Exécutif là qui appelait, dans la journée du 27 février même, pour le soir même, les usines et les régiments insurgés à envoyer des délégués au palais Tauride pour constituer le premier soviet de Petrograd, et qu'il fut conduit par la pression des masses à prendre les premiers décrets révolutionnaires.

Il y a 70 ans, le 27 février 1917 du calendrier russe (soit le 12 mars du calendrier occidental), après cinq jours de grèves et de combats de rue menés par les ouvriers de Pétrograd, le tsarisme s'effondrait. L'armée elle-même, écœurée par la guerre, était passée du côté des émeutiers et le gouvernement n'avait plus eu qu'à démissionner. Trois jours plus tard, le 2 mars, c'était le tsar lui-même qui abdiquait.

Depuis plus de trois ans, le monde était plongé dans la guerre. Trahis par les dirigeants socialistes et les dirigeants syndicaux réformistes, les peuples des divers pays d'Europe étaient, en août 1914, partis à la boucherie. *"La fleur au fusil"*, dit-on. En partie peut-être, car dans les mois qui avaient précédé la déclaration de guerre, de part et d'autre des frontières, la gangrène du nationalisme s'était développée. Mais aussi, pour bon nombre d'ouvriers et notamment de militants socialistes allemands, français ou russes, désorientés, démoralisés par la trahison de leurs chefs, cela avait été davantage la rage au cœur que la fleur au fusil.

Seule une poignée de militants socialistes avaient maintenu le drapeau de l'internationalisme, au premier rang desquels la fraction bolchévique du Parti Social-Démocrate Russe, dirigée par Lénine, qui expliquait que pour faire la paix entre les peuples, il fallait renverser les gouvernements fauteurs de guerre, transformer la guerre en révolution.

Et en ce début de mars 1917 (fin février pour le calendrier russe), c'est de ce pays où sévissait la dictature la plus réactionnaire d'Europe qu'allait se lever l'aube de la révolution.

Mais avec l'effondrement de la dictature tsariste, pour la bourgeoisie russe libérale ou se disant telle qui accédait ainsi au pouvoir, pour la bourgeoisie de France et d'Angleterre, alliées de la Russie dans la guerre, la Révolution russe devait s'arrêter là. Pour les socialistes réformistes de Russie aussi, ainsi que pour leurs homologues occidentaux, il aurait fallu que les ouvriers débarrassés d'une dictature tellement décadente qu'elle en devenait gênante même pour les possédants, s'en tiennent là. Il aurait fallu qu'ils comprennent maintenant la nécessité de refaire l'unité nationale, au nom de la *"défense de la révolution"* pour les uns, au nom des *"devoirs"* que *"comporte la liberté"* pour les autres. Des devoirs pour les pauvres comme toujours.

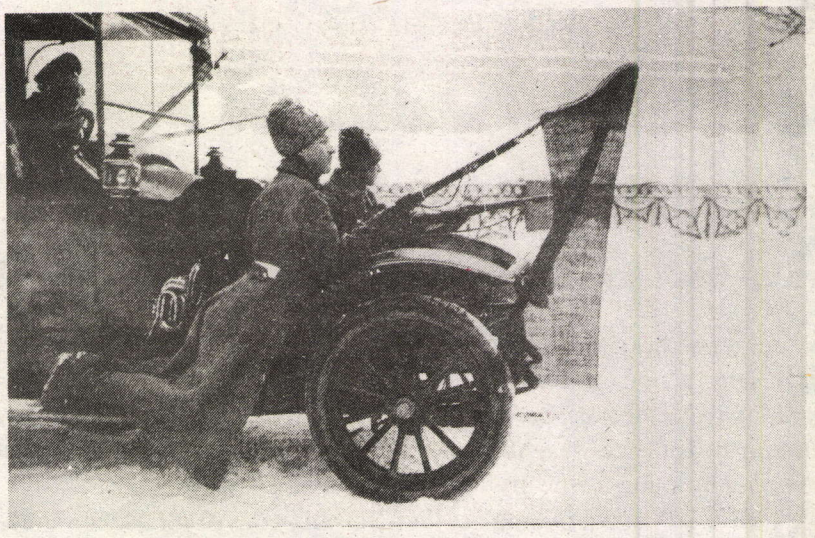
Et c'est le même langage que l'on tient de nos jours aux peuples révoltés par une dictature sanglante, que ce soit en Iran, aux Philippines, en Haïti ou ailleurs, dès que, par peur de la colère des masses, les possédants de ces pays, avec parfois l'appui ou sous la pression des gouvernements des grandes puissances, USA en tête, rénovent la façade de leur régime, remplacent momentanément une dictature ouverte par une dictature plus cachée, par un régime dit démocratique, mais toujours sous surveillance de l'armée, toujours au service des mêmes exploiteurs.

La révolution de février 1917 en Russie était plus qu'une révolution de palais, bien sûr, plus que le simple renversement d'une dictature ; c'était la fin du dernier vestige de la féodalité en Europe, l'achèvement du passage du pouvoir de la noblesse russe à la bourgeoisie. Mais si la Révolution russe en était restée là, cela n'aurait pas changé grand-chose pour les classes pauvres, et aurait probablement conduit finalement à une reprise en main du pays par les mêmes généraux de l'armée tsariste, voire à un rétablissement du tsar.

Si les *"journées de février"* ont marqué l'histoire du monde, ce n'est sûrement pas parce qu'elles ont remplacé la dictature du tsar par le gouvernement démocratique d'un Lvov,

Manifestation lors de la "journée internationale des femmes" à Pétrograd.

tion russe commençait



Des soldats insurgés, un drapeau rouge à la baillonnette.

LES SOVIETS : UN ORGANE DE DÉMOCRATIE DIRECTE

La première réunion du Soviet de Pétrograd eut donc lieu le soir même du 27 février (12 mars) à 21 heures. Il ne réunissait encore que peu de délégués (250 environ) qui entérinaient la proposition du Comité Exécutif d'élargir celui-ci en y incluant divers leaders socialistes mais prenait aussi les premières mesures révolutionnaires : envoi de gardes révolutionnaires à la Banque d'Empire et à la Monnaie, création d'une commission de ravitaillement, désignation de commissaires chargés d'organiser des comités de quartier et une milice ouvrière en armes. Le nombre de délégués au Soviet de Petrograd allait augmenter de jour en jour, au fur et à mesure que chaque usine, chaque unité militaire élisait ses délégués, à raison d'un pour mille pour les grosses entreprises, mais les entreprises plus petites envoyant elles aussi leur délégué, et surtout les unités de soldats élisant chacune leur représentant, ce qui donnait de fait, en ces premières semaines de la révolution, une bien plus grande représentation aux soldats qu'aux ouvriers.

A la séance du 2 mars, en même temps que le Soviet approuvait la décision du Comité exécutif d'apporter son soutien au Gouvernement Provisoire, il adoptait, sur proposition des députés de soldats son premier décret, *"l'Ordre n° 1"*. Ce décret appelait les soldats à élire dans toutes les unités un comité de soldats, soumettait les unités à l'autorité du Soviet des députés ouvriers et soldats, et aux comités de soldats, plus à l'état-major et aux officiers ; et les ordres de la Douma dans le domaine militaire ne devaient être *"exécutés que s'ils ne contredisaient pas les décisions du Soviet"*. Bref le Comité Exécutif reconnaissait l'autorité du Gouvernement Provisoire, mais les soldats, eux, ne reconnaissaient que l'autorité de leurs soviets.

Et c'était là l'exemple même de cette méfiance générale des masses vis-à-vis de ce Gouvernement Provisoire, et de tous ces officiers, ces fonctionnaires, ces directeurs d'usine toujours en place. *"Les typos surveillaient jalousement le texte des articles composés, les cheminots contrôlaient avec inquiétude et vigilance les trains militaires, les télégraphistes apportaient une attention nouvelle à la lecture des télégrammes, les soldats s'interrogeaient du regard au moindre geste suspect d'un officier, les ouvriers expulsaient de l'usine le contremaître Cent-Noir et mettaient en observation le directeur libéral"*, écrit Trotsky.

Et les soviets surgirent partout, dans les usines, à Petrograd, mais aussi dans les villes de province, et en premier lieu dans l'autre grand centre industriel, à Moscou, dans tous les régiments, pas seulement ceux cantonnés dans la capitale, mais aussi au front même, où on mettait les officiers récalcitrants aux arrêts. Et c'étaient ces soviets, ces comités de soldats, ces comités de fabriques, qui disposaient du pouvoir réel, dont les décisions étaient exécutées. Le ministre de la Guerre écrivait, le 9 mars au généralissime Alekseev : *"Vos ordres ne seront exécutés que dans la mesure où le Soviet des députés ouvriers et soldats le permettra. C'est lui qui dispose des éléments de base du pouvoir réel, les troupes, les chemins de fer, les liaisons postales et télégraphiques. Soit dit carrément, le Gouvernement provisoire n'existe que pour autant que le Soviet le tolère"*.

Mais pour encore plusieurs mois, le Comité Exécutif des soviets, en majorité constitués de petits bourgeois réformistes Mencheviks et Socialistes Révolutionnaires le tolérait.

"La forme soviétique ne contient en soi aucune force mystique", écrit Trotsky dans l'*Histoire de la Révolution Russe*. *"Elle n'est nullement exempte des vices inhérents à toute forme de représentation inévitable tant que celle-ci reste indispensable. Mais la force du soviétisme réside en ceci que, tout de même, elle réduit ces vices au minimum... De toutes les formes de représentation révolutionnaire, le soviet est la plus souple, la plus directe et transparente. Mais ce n'est pourtant qu'une forme. En revanche, elle peut faciliter aux masses la compréhension des fautes commises et leur réparation. En cela même résidait un des plus importants gages de développement de la révolution."*

LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE DE LENINE

Encore fallait-il, bien sûr, pour que les masses ouvrières organisées dans les soviets rompent avec l'allégeance des dirigeants réformistes envers le gouvernement provisoire et prennent directement le pouvoir, un parti révolutionnaire capable d'accélérer la *"compréhension des fautes commises"* et d'ouvrir la voie.

En ce début de mars 1917, en Russie, les illusions dans la victoire que représentait le chute du tsarisme, dans la nécessité qu'il y aurait de soutenir le gouvernement provisoire, de faire l'unité derrière lui, ne frappaient pas seulement les ouvriers et soldats influencés par les dirigeants socialistes réformistes. Les dirigeants bolcheviks de Petrograd eux-mêmes étaient partisans du soutien au gouvernement provisoire.

Mais de son exil en Suisse, Lénine, le fondateur du parti Bolchevik, rédigeait le 6 mars ce télégramme : *"Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérensky surtout soupçonnons ; armement du prolétariat seule garantie. Election immédiate Douma de Petrograd. Aucun rapprochement autres partis"*.

Et parce que ces soviets étaient des organismes vivants, une représentation directe de la base, même s'ils étaient politiquement dominés pour l'instant par les courants réformistes qui cherchaient à freiner le mouvement. Lénine voyait déjà en ces soviets les futurs organes du pouvoir ouvrier.

Dans sa première *Lettre de Loin*, le 7 mars, il écrivait : *"A côté de ce gouvernement qui n'est au fond qu'un simple commis de la "firme" de milliardaires "Angleterre-France" dans la guerre actuelle - a surgi un gouvernement ouvrier, le gouvernement principal, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible qui représente les intérêts du prolétariat et de toutes les couches pauvres de la population des villes et des campagnes. C'est le soviet des députés ouvriers de Petrograd qui cherche des liaisons avec les soldats et les paysans (...) Quiconque prétend que les ouvriers doivent soutenir le nouveau gouvernement afin de combattre la réaction tsariste (...) trahit les ouvriers, trahit la cause du prolétariat, la cause de la paix et de la liberté"*.

Et rentré enfin en Russie en avril 1917, Lénine allait réorienter le parti bolchévik vers la seule politique qui allait permettre au prolétariat russe de déjouer toutes les manœuvres du gouvernement bourgeois pour reprendre les opérations de guerre.

Avec le mot d'ordre *"tout le pouvoir au Soviet"* sous la direction du parti bolchevik, les ouvriers russes quelques mois plus tard, en octobre 1917, jetèrent les bases de la première révolution ouvrière.

d'un Milioukov ou d'un Kérensky dont plus grand monde aujourd'hui ne connaît les noms. C'est parce que ces ouvriers russes qui avaient fait les journées de février n'ont pas fait confiance à cette nouvelle *"démocratie russe"*, ni aux dirigeants ouvriers qui leur demandaient de ne pas *"briser l'unité de la révolution"*. C'est parce qu'en ces journées, en même temps que la bourgeoisie russe mettait en place son gouvernement, se créaient les soviets ouvriers, embryon d'un nouveau pouvoir, celui de la classe ouvrière.

Et c'est parce qu'il existait en Russie, dans ce pays sous-développé, où la classe ouvrière représentait une infime minorité de la population, un parti qui sut proposer aux travailleurs, aux paysans, à toute la population pauvre russe une politique au nom du prolétariat mondial. Une politique révolutionnaire susceptible d'extension à toute la classe ouvrière mondiale, bouleversée, désorientée, révoltée par la guerre.

Ce parti bolchévik était tout petit. En février 1917, il n'avait qu'une influence très minoritaire dans la classe ouvrière russe elle-même. Peut-être. Mais il offrait des perspectives au prolétariat. Lénine avait la faculté d'anticiper. Et alors que pour tous les autres partis, Parti Socialiste menchevik inclus, la Révolution russe était finie et qu'il aurait fallu se contenter d'applaudir avant de se faire massacrer, elle ne faisait que commencer pour le parti bolchevik, pour le prolétariat mondial qui devait combattre.

La révolution connut une autre victoire en octobre 1917. Elle franchit une autre étape encore avec la construction d'une Internationale ouvrière communiste, et fut sur le point de s'étendre, de gagner d'autres pays, l'Allemagne en particulier. Mais la révolution fut écrasée en Allemagne, et ce fut ensuite le reflux. Un reflux du mouvement ouvrier pour plusieurs décennies, certes, dont on n'a pas encore vu le bout.

Mais jamais aucune des luttes révolutionnaires, que l'on a vue depuis, n'a autant ébranlé cette société d'exploitation que celle qui avait, en 1917, couvert la Russie de conseils ouvriers. Jamais les politiques nationalistes, même les plus radicales d'un Mao ou d'un Castro, n'ont permis aux travailleurs de voir davantage le bout des crises et des guerres.

C'est pourquoi aujourd'hui, quoi que soit devenue la Russie, dominée par une couche de bureaucrates parasites, la Révolution russe reste, pour tous ceux qui veulent changer le monde, la plus grande leçon de l'histoire.

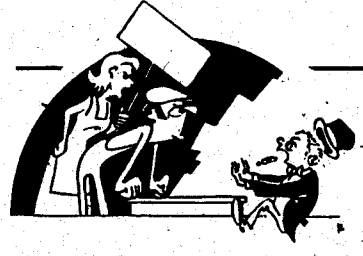
Quand les bourgeois et les socialistes français avaient peur des soviets

Les bourgeoisies occidentales, françaises et britanniques, alliées du tsar dans la guerre contre l'Allemagne, n'avaient pas souhaité, évidemment, la révolution. Mais elles s'en accommodaient volontiers après coup, d'autant que le régime tsariste était tellement décadent et corrompu qu'il était devenu inefficace sur le plan militaire et dangereux par le mécontentement qu'il suscitait en Russie.

Mais, bons observateurs, une chose les inquiétait dans la situation russe : les soviets. Et le journal français *Le Temps* écrivait le 22 mars (9 mars du calendrier russe) : *"Un gros risque apparaît, se précise, que nous avions indiqué dès le début : la surenchère, surenchère où l'imprudence désintéressée des uns peut se rencontrer avec les intrigues criminelles des autres. D'abord on comprend mal à quel titre le comité des 1.600 délégués qui s'est installé à la place de la Douma* (il s'agit des délégués du Soviet de Pétrograd) *au palais Tauride dicte des décisions dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont délibérées dans la confusion. La Douma avait donné d'assez belles preuves de fermeté pour qu'on lui fît confiance. Et d'autre part, ce n'est pas ce meeting improvisé qui peut être un gouvernement."* Et le surlendemain, *Le Temps* rajoutait : *"Le gouvernement provisoire, composé de personnalités éclairées, comprend l'importance d'une "étape" pour la Russie, de réformes prudemment introduites pour ne pas jeter le désarroi dans l'esprit simpliste de la masse paysanne. Le Comité des délégués ouvriers, au contraire, se montre d'un radicalisme qui n'est pas sans effrayer les gens au pouvoir. L'élément ouvrier, dont l'éducation civique est rudimentaire, a de plus trop souffert des exactions de l'ancien régime pour penser à autre chose qu'à ses droits. Il ne se rend pas compte que la liberté comporte des devoirs."*

De son côté, *L'Humanité* (qui était, avant la création du Parti Communiste en 1920, le journal socialiste) voyait surtout dans la chute du tsarisme une grande victoire dans la mesure où elle allait permettre enfin de réarmer la Russie, et de plus confortait les positions chauvines des socialistes français. *"Certes, la révolution a des répercussions en France. D'abord elle témoigne que lorsque les socialistes se voyaient opposer l'alliance avec la Russie tsariste comme une raison de ne pas participer de tout cœur à la guerre de défense nationale, ils avaient raison de ne pas se troubler. Ils avaient raison de penser que la guerre pour la liberté des nations, pour le droit des peuples, ne pouvait être que la guerre des démocraties contre l'esprit militariste et que, bon gré mal gré, les peuples rassemblés pour cette lutte réagiraient les uns sur les autres au point de créer un niveau commun de liberté démocratique (...) La révolution russe, c'est la garantie de l'action commune des Alliés, c'est aussi la certitude que les nations attaquées par les Empires centraux peuvent envisager dans la sérénité l'heure de la paix définitive : car la conscience du bon droit total est plus que jamais la condition et la certitude du succès final..."*

Alors quoi d'étonnant si, pour demander au nouveau gouvernement russe une reprise des opérations militaires, tout en l'aidant à tromper les ouvriers, ce furent des hommes qui n'étaient pas des représentants officiels du gouvernement, mais des dirigeants socialistes, que le gouvernement français envoya fin mars comme émissaires en Russie ?



Profits d'un côté, heures supplémentaires et licenciements de l'autre

Les dirigeants des entreprises se flattent des profits qu'ils font, et qui se répercutent sur le cours de leurs actions en Bourse. Mais cela ne les empêche pas de licencier.

Paradoxe ? Même pas. Car ces licenciements reflètent dans bon nombre de cas l'augmentation des cadences, le renforcement de l'intensité du travail. Car il s'agit pour les capitalistes d'assurer une même production avec moins d'ouvriers.

C'est le cas à Peugeot où, malgré l'amélioration des résultats, comme le dit si élégamment le journal *Le Monde*, la direction se prépare à supprimer 2.563 emplois. C'est le cas dans une branche du trust Thomson-CSF où la direction supprime 190 emplois sur trois usines de la région parisienne, alors que le trust annonce plus de 2 milliards de bénéfices.

Ailleurs, on ferme des entreprises, considérées comme non rentables, comme à Bernard Moteurs, à Rueil, dans la région parisienne. Dans cette entreprise, qui est liée à Renault, depuis longtemps en attente de fermeture, la direction vient d'annoncer l'arrêt de la production pour le mois prochain, et la fermeture totale de l'usine dans quatre mois. Mais comme il faut terminer les commandes en cours, la direction a proposé aux travailleurs à la production une "prime de fin de production" de 1500 F pour ce mois-ci et de 1000 F le mois prochain afin de sortir les 7000 moteurs qui restent à livrer.

Avec le temps, les prétendus "avantages" liés aux prétendus "plans sociaux" de licenciements se réduisent comme peau de chagrin. A Bernard Moteurs, les travailleurs qui partiront "volontairement" (quelle dérision !) recevront en plus des indemnités légales 4500 F, plus 5000 F par enfant à charge. Une misère !

A Sacilor, dans la sidérurgie, le patronat veut revenir sur les modalités d'attribution des congés formation-reconversion. Ceux-ci, qui couvraient une période de deux ans, seraient ramenés à un an, ou même six mois. Et alors qu'actuellement, au-delà de 50 ans, les travailleurs étaient dispensés d'activité, le patronat souhaiterait reporter la barre à 55 ans.

Souvent ces mesures sont accueillies avec résignation, voire fatalisme. Les patrons utilisent la situation pour imposer leurs conditions. Mais les réactions ne manquent pas non plus, même si elles restent rares. La classe ouvrière est de plus en plus consciente des énormes profits, boursiers ou autres, que les riches font sur son dos. Et, à force de trop tirer sur la corde...

AUVERGNE

Emplois en baisse, profits en hausse

De Moulins à Issoire, de Montluçon à Clermont-Ferrand, alors que des milliers d'emplois disparaissent et que le taux de chômage augmente, les profits des Michelin, Thomson et Valéo ne cessent de monter.

A MOULINS, 220 LICENCIEMENTS CHEZ THOMSON-SELIMO

Presque neuve, cette usine fabrique des tourne-disques, des électrophones et des chaînes Hi-Fi. Alors qu'il y avait plus de 1.000 salariés voici une dizaine d'années, l'effectif est en baisse constante depuis 1985. L'an dernier, il y a eu 250 licenciements et 250 autres emplois vont sauter, dont 218 licenciements "secs". Le reste du personnel va subir deux mois de chômage partiel.

Tout ce que la direction a fait comme "effort social", c'est d'offrir 15 emplois temporaires à Nevers, 2 reclassements et 24 propositions de FNE...

En fait, il est question de fermeture définitive de l'usine de Moulins, car sur les 400 personnes qui restent, 300 devront partir d'ici fin 1987.

Alors que le trust Thomson jette des centaines de travailleurs à la rue, il augmente dans le même temps fortement ses profits grâce aux commandes militaires ; et il installe une usine en Malaisie où les salaires sont cinq fois moins élevés.

Ces licenciements interviennent après les centaines de licenciements chez Potain (grues de chantiers) et la fermeture de l'usine HES (fabrique de machines-outils), filiale du Creusot-Schneider appartenant au baron Empain.

DANS LA REGION DE MONTLUÇON

Après un millier de licenciements chez Dunlop, repris par la firme japonaise Sumitomo, d'autres entreprises licencient. Le taux de chômage est passé de 11,8 à 13,9 % ces trois derniers mois, avec 8.256 chômeurs, dont 4.476 femmes.

Les patrons profitent de l'exonération des charges fiscales ; ils se vantent de nombreuses embauches, mais il s'agit de contrats à durée indéterminée, de jeunes en stage pour quelques mois, tandis que les embauches classiques sont rares.

DANS LE VAL D'ALLIER (région d'Issoire-Brassac)

Ce sont les usines Ducellier qui licencient depuis le rachat par Valéo. A Issoire, l'usine est passée de 1.500 personnes à 1.200, puis à 400, dont une partie du personnel provient de mutations de la région parisienne (Saint-Ouen).

Valéo vient d'annoncer une nouvelle vague de 937 suppressions d'emplois dans le cadre de sa "politique de compétitivité". Seulement 391 auront droit au FNE (55 % du salaire brut). Quant aux autres licenciés, ils toucheront une prime de 40.000 F, soit six à huit mois de salaire. Et toutes les usines du groupe seront touchées, d'Amiens à Limoges ou à Saint-Ouen. Le 24 février, un Comité d'Entreprise Extraordinaire est convoqué pour les usines de Vergongheon et de Sainte-Florine (Haute-Loire) pour un autre projet de licenciements collectifs.

Tandis qu'autour d'Issoire, les demandes d'emploi ont augmenté de 25,6 % en un an, Valéo est fier de licencier : c'est ce qu'il appelle "le traitement social des sureffectifs". En vue de doubler la rentabilité du groupe, il veut faire passer ses bénéfices de 2 % à 4 % du chiffre d'affaires.

CHEZ BERGOUGNAN (CLERMONT-FERRAND) 200 LICENCIEMENTS

Spécialisée dans la production de tuyaux en caoutchouc et plastiques, l'usine de Bergougnan fait partie de la société CMP (Caoutchouc Manufacture et Plastiques) filiale du groupe Kléber-Colombes-Pneus, où Michelin est majoritaire.

Rappelons au passage que 2.200 postes de travail seront supprimés dans les usines Michelin-France, dont 1.650 à Clermont, d'ici fin 1987.

Chez Bergougnan, au 31 mars, il y aura 195 licenciements, sur 978 salariés. Motif : baisse des commandes de la part de l'Algérie et du Maroc, ainsi que pour les recherches pétrolières (gros tuyaux spéciaux d'extraction). Des 2.500 salariés en 1960, Bergougnan est passé à 1.500 en 1980, et va tomber à moins de 800. Les quatre autres usines du groupe, dont celle de Nevers-Decize sont également touchées : 418 emplois y ont été supprimés.

Ce n'est pas l'annonce de commandes de tuyaux pour la collecte du lait qui peut rassurer les travailleurs. Ceux-ci ont réagi à l'annonce des licenciements par plusieurs journées de grève, dont celle du 22 février qui a été suivie par tout le personnel, avec blocage des portes, et brûlage de vieux pneus (voir photo).

Mais il faudrait faire plus pour faire reculer la direction.

Les licencieurs sont aussi aux PTT

Aux PTT, au bureau de Paris-17, un travailleur a été licencié. Motif : *"inaptitude au travail"*.

En d'autres temps, quand des travailleurs avaient des problèmes d'adaptation dans un service, les PTT les mettaient ailleurs. Aujourd'hui, ils les licencient. Ce qui ne laisse à ces camarades que très peu d'espoir de retrouver du travail, et aucun droit vis-à-vis des allocations de chômage.

Déjà, il y a quelques mois, à Paris-17, la direction avait proposé la "retraite administrative" à deux jeunes camarades sous prétexte qu'elles ne pouvaient plus porter leurs sacoches de factrices, sacoches qui pèsent souvent plus de vingt kilos. Finalement, la direction les avait reclassées. Dans d'autres bureaux de poste, l'administration a mis à la porte des travailleurs handicapés, y compris des travailleurs qui avaient été embauchés comme handicapés et à qui on avait promis la titularisation.

En fait, les PTT veulent supprimer des emplois. 4.600 suppressions sont prévues pour 1987. Cela se faisait depuis plusieurs années par le jeu des départs en retraite qui ne sont pas remplacés. Maintenant, les PTT cherchent aussi à se débarrasser des travailleurs qui ont un handicap vis-à-vis de certains travaux : cela leur semble sans doute plus facile à faire passer. Et c'est bien de suppression qu'il s'agit, puisqu'il n'est pas prévu, par exemple, de remplacer le camarade qui est aujourd'hui mis à la porte.

Correspondant LO

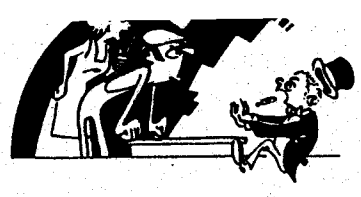
RENNES

Ras-le-bol à la Sécu

A Cesson-Sévigné, dans la banlieue de Rennes, un nouveau centre de paiement de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie a été ouvert en octobre dernier. Le journal *Ouest-France* avait couvert l'événement en précisant l'ambition des promoteurs d'en faire un centre pilote, un centre de pointe, débutant directement et totalement avec le système informatique LASER (Liquidation Assistée sur Equipements Répartis) ! Le directeur national de la CNAM était là lors de l'inauguration. Evidemment, la direction n'avait pas embauché mais seulement volé 35 emplois à d'autres centres.

Depuis l'ouverture, les employés ont sans cesse à faire face à une surcharge de travail. 7000 dossiers sont en instance. Le mardi 3 mars, suite à une pression supplémentaire de l'encadrement pour augmenter encore le nombre de dossiers traités, le personnel a débrayé spontanément et unanimement pour protester contre les mauvaises conditions de travail, en revendiquant davantage de personnel, davantage d'écrans de saisie, davantage de paie...

Du coup, la télévision qui devait venir le 4 mars n'est pas venue !



9 jours de grève à CGA-HBS (Saint-Denis 93)

Du 17 au 27 février derniers, une partie du personnel CGA-HBS rattaché au centre de Saint-Denis a fait grève.

Depuis la fusion, au sein d'Alcatel, entre CGA et HBS, l'entreprise comporte trois établissements : Valence et Saint-Denis (anciennement HBS) et Brétigny (anciennement CGA).

Le mouvement est parti des techniciens de maintenance assurant le fonctionnement des machines de tri automatique du courrier des PTT, techniciens (ils sont 240) répartis dans tous les Centres de Tri Automatique (CTA) des PTT en France.

A l'origine de la grève, le tassement des salaires qui s'accentue depuis des années. De nombreux travailleurs se retrouvent aujourd'hui au minimum de leur catégorie prévu par la Convention collective. L'augmentation générale de 1,2 % prévue pour 1987 a déjà été mangée aux trois quarts par la hausse des prix du seul mois de janvier. La prime de participation et d'intéressement a été supprimée depuis la fusion avec CGA, alors que, à chaque échelon, les salaires des travailleurs de Valence et Saint-Denis ont des retards importants par rapport à ceux des travailleurs de Brétigny.

Le 17 février, 70 % des techniciens de maintenance, travaillant sur 30 centres de tri, se mettaient en grève. Dès le matin, une partie des grévistes travaillant dans les CTA de la région parisienne se retrouvaient à Saint-Denis pour décider et voter les revendications élaborées depuis des semaines (ils se sont réunis à Saint-Denis tous les jours pendant la grève). Outre des revendications spécifiques à la maintenance, ils décidaient de formuler leur revendication de salaire sous la forme de 500 F pour tous, pour pouvoir s'adresser à tous les secteurs dans les trois usines.

L'après-midi, ils étaient rejoints par les huit techniciens du Contrôle industriel, les cinq techniciens des Sources radio-actives et onze membres du personnel administratif. Chaque service reprenait la revendication de 500 F pour tous. Dans les jours qui ont suivi, outre le lien avec les techniciens de maintenance de province, les grévistes rassemblés à l'usine de St-Denis s'adressaient aux travailleurs de Saint-Denis qui n'étaient pas en grève, à ceux de Brétigny et informaient de la situation les travailleurs de Valence. Dans le même temps, les techniciens de maintenance s'adressaient aux travailleurs des PTT (les machines tombent très vite en panne sans la maintenance). Partout, les grévistes étaient accueillis avec sympathie, mais, à la différence du premier après-midi, aucun nouveau secteur ne rejoignait la grève.

Pendant les premiers jours, la direction faisait le mort. Mais elle finissait par rencontrer la délégation élue par les grévistes (une vingtaine) : c'était "non" sur toute la ligne. Les grévistes s'étant rendus à une réunion de cadres prévue au Sofitel à Paris, le PDG reçut tout le monde et se contenta de promesses vagues d'augmentations individuelles dans le cadre des 0,25 % de la masse salariale prévus pour l'année.

Dans les centres de tri, en particulier en province où les grévistes n'avaient qu'un contact téléphonique avec Saint-Denis, des techniciens ont commencé à reprendre le travail, persuadés que la direction leur opposait un mur et qu'en l'absence d'extension du mouvement ils n'avaient aucune chance de la faire reculer.

Le 27 février, l'assemblée des grévistes de la région parisienne réunie à Saint-Denis décidait la reprise du travail dès le lundi suivant.

Dans les quelques jours qui ont suivi, les lettres annonçant les augmentations individuelles arrivaient : tous les secteurs grévistes étaient concernés : 150 techniciens de maintenance sur 240 ont eu une augmentation comprise entre 150 F et 250 F ; presque tous les techniciens du Contrôle industriel ont eu une augmentation de 200 F en moyenne.

Bien sûr, nous sommes loin du compte : la direction n'a pas cédé, mais elle a préféré aller bien au-delà des 0,25 % auxquels elle prétendait se maintenir, ce que tout le monde met au crédit de la grève.

Correspondant LO

HÔPITAL ÉDOUARD-HERRIOT (LYON)

Branle-bas de combat pour la venue de Chirac

Pendant plusieurs jours, la brigade de l'hôpital a été mobilisée pour les grands nettoyages. Tous les graffiti, auto-collants ont été grattés, une partie des murs des sous-sols a connu son premier lessivage depuis une dizaine d'années. Les jardiniers ont dû soulever des bacs à fleurs pesant plus de cent kilos (encore vides de fleurs) pour les mettres en "V" alors qu'ils étaient en rond.

Chirac n'a pas visité n'importe quel service. On lui a montré ceux qui avaient été refaits récemment et qui utilisent des techniques de pointe.

Le personnel, lui, ne devant pas se montrer, était consigné à l'office, et les malades n'ont pas pu avoir de visites tout l'après-midi, ce qui les a bien fait protester.

A son arrivée à l'hôpital Edouard-Herriot, Chirac s'est dirigé tout droit vers les manifestants CGT pour leur demander leurs revendications.

Parmi eux, les travailleurs du service d'Hématologie, qui se battent depuis plusieurs mois pour obtenir d'être plus nombreux, lui ont demandé de venir dans leur service constater l'état du personnel et des locaux. En juin, parce que plus personne ne faisait le ménage, il a dû être évacué à cause des contaminations et un malade est mort.

Alors quand on oblige les agents à nettoyer sous-sol, trottoirs, poteaux... pour la simple visite d'une heure de Chirac !

Correspondant LO

HÔTEL PRINCE-DE-GALLES (PARIS)

L'hôtel côté cour

A l'Hôtel Prince-de-Galles, un hôtel de luxe, situé avenue George-V à Paris, où les compressions successives de personnel avaient abouti à une dégradation des conditions de travail, le personnel a effectué 30 jours de grève du 27 janvier au 26 février.

Dans ce palace, le prix normal de la chambre est de 2.100 francs la nuit, mais d'importantes réductions sont consenties surtout à la clientèle des USA avec des rabais jusqu'à 75 %, certains logeant même gratuitement. Le résultat est que le personnel payé au pourcentage subit une perte de salaire importante, pour un travail considérable.

En novembre 1986, profitant des nouvelles lois, la direction licenciait neuf personnes donc cinq travaillant au pourcentage. La direction proposait alors un chantage : pas de licenciement en échange du passage de six personnes du "fixe" au pourcentage, ce qui faisait encore des économies pour la chaîne *Marriott* dont fait partie l'hôtel.

La grève fut suivie régulièrement par 50 à 60 personnes. La direction, surprise, commença par faire travailler les chefs et le personnel administratif pour remplacer les grévistes. Mais devant la pagaille, ils firent venir du personnel de leur hôtel de Londres.

Les grévistes continuèrent malgré tout. Ils se réunissaient tous les jours au restaurant d'entreprise et, deux fois par jour, ils manifestaient devant l'hôtel à grand renfort de trompettes : nul ne pouvait ignorer leur lutte dans ce quartier bien calme. La direction dut même évacuer son "petit bar".

En guise de représailles, la direction coupa l'air conditionné, l'électricité et le téléphone pendant cinq jours aux grévistes, tandis que les non-grévistes se voyaient offrir des repas pantagruéliques aux frais du Prince et de la Princesse. La direction demeura intransigeante et les grévistes suspendirent la grève au bout d'un mois. La direction monta même une provocation à l'encontre d'une gréviste de 54 ans pour la licencier sans indemnités.

Malgré cela, les grévistes ne regrettent pas d'avoir défendu leur dignité.

Les jeunes travailleurs des foyers préparent leur manifestation nationale du 21 mars à Paris

Les jeunes travailleurs des foyers préparent activement leur manifestation nationale du samedi 21 mars prochain à Paris pour obtenir l'annulation des hausses de loyer qui les frappent et protester contre les conditions de logement qui leur sont imposées.

L'appel à la manifestation continue de circuler dans les foyers, sur Paris et en province, et rencontre un vif succès. Sur la seule région parisienne, le Comité Inter-Foyers compte déjà près de 2000 signataires de cet appel-pétition.

En province aussi, le mouvement s'étend dans les régions de Bordeaux, Dijon, Lyon, Lille, Toulouse, Montpellier, Orléans, Saint-Nazaire, etc. Dans plusieurs villes, des Comités Inter-foyers régionaux ont vu le jour. Et, déjà, certains ont prévu des départs collectifs pour "monter" à la manifestation de Paris en autocars ou par d'autres moyens...

Pour aider à couvrir les frais de transport des résidents de province et les frais d'organisation de la fête qui suivra la manifestation, le Comité Inter-foyers place des "bons de soutien". Plus d'un millier ont déjà été placés dans les différents foyers parisiens.

Jour après jour, d'un foyer à l'autre, le mouvement se renforce et s'élargit. Dans la bonne humeur d'ailleurs puisqu'ici et là rencontres et "soirées" inter-foyers s'organisent.

Dans le même ordre d'idées, les jeunes des foyers recueillent largement le soutien de la population à laquelle ils s'adressent par tracts et avec leur pétition-souscription.

A Suresnes sur le marché, par exemple, ils ont recueilli près de 250 signatures et 850 F de soutien en 1h 30. Quand la police est venue dire que les jeunes n'avaient pas le droit de parler au mégaphone, le nombre des signatures a augmenté. La réaction a été bonne aussi à Aubervilliers (100 signatures et 480 F de soutien en une heure) et ailleurs, à Bordeaux, à Lyon-la-Part-Dieu, etc.

Comme le disent les jeunes travailleurs dans leur tract, leur lutte ne laisse pas la population, celle des cités HLM en particulier, indifférente. Au contraire.

Pour faire le point sur leur mouvement et la préparation de leur manifestation, les jeunes des foyers se réuniront à nouveau en assemblée générale dans la région parisienne le mardi 17 mars prochain à l'appel du Comité Inter-Foyers.

Frédéric FERRIERES

CERC VICIEUX

Rapport officiel sur les "compléments du salaire" : état des lieux avant la saisie ?

A la demande du gouvernement, le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) vient de rendre public un rapport sur les "compléments du salaire" en 1984 (excluant l'agriculture, la fonction publique et les entreprises de moins de 10 salariés). Sous ce terme de "compléments du salaire" sont répertoriés tout un tas de choses. Cela va du 13e mois aux œuvres sociales des Comités d'entreprises, en passant par la "participation", les titres-restaurants, les "enveloppes" données de la main à la main, voire les chaussures de sécurité et les ramassages par les cars d'entreprises !

Le CERC distingue trois catégories de "compléments du salaire". Disons tout de suite que l'un d'eux, les "éléments de revenus non déclarés", sont par définition difficiles à connaître. Pour l'essentiel, remboursements de frais plus ou moins fictifs, concernant quasi-exclusivement ces faux salariés que sont les cadres supérieurs, PDG et autres directeurs d'entreprise, le CERC n'en dit presque rien. C'est sur les "compléments du salaire", directs ou indirects, que le CERC fait porter l'essentiel de son étude. Et l'on pourrait croire, sous l'avalanche des "compléments" recensés, qu'ils seraient à la limite injustifiés, voir injustes, parce qu'inégalement distribués, et que les travailleurs sont des riches qui s'ignorent...

Les primes constituent les plus connus de ces "compléments du salaire directs". Ne sont pourtant recensées que les primes "non mensuelles". Il s'agit du 13e voire du 14e mois, de la prime d'ancienneté, etc. Leur montant total, versé en deux ou trois fois dans l'année, n'est pas obligatoirement garanti. Souvent fixées par une convention collective ou un accord d'entreprise, ces primes varient aussi selon la branche d'activité, la taille de l'entreprise, selon qu'on est cadre ou ouvrier, homme ou femme. Ainsi, elles vont de 4 % du salaire brut moyen dans le textile à 18 % dans les banques ; de 5,5 % pour les ouvriers à 8,5 % pour les cadres en moyenne ; ou encore de 4,9 % dans les petites entreprises à 12,2 % dans les grandes. Le CERC note qu'après avoir fortement progressé entre 1975 et 1981 avec l'extension relative du 13e mois, ces primes non-mensuelles sont restées stables depuis 1981, autour de 8 % du salaire brut annuel en moyenne.

Avec ces primes, le CERC recense aussi, pêle-mêle, les avantages en nature — que ce soit les réductions sur les produits de l'entreprise, les voitures et les logements de fonction où la nourriture (cantine ou titres-restaurants) — ou le maintien intégral du salaire en cas de maladie. Ce sont, et de loin, les cadres qui en bénéficient le plus. De même, les versements au titre de la "participation des salariés aux fruits de l'expansion". Obligatoire dans les entreprises de plus de 100 salariés, la "participation" reste porportionnelle au salaire. Ainsi, les salariés de Strafor à Strasbourg qui possèdent 10 actions viennent de toucher la mirifique somme de... 60 F, déduction faite des 30 F de frais perçus par la banque ! Dans l'ensemble, ces "compléments directs", hors les primes, équivalent en moyenne à 1 ou 2 % de la masse totale des salaires. Mais, le gros étant touché par les cadres, ils ne comptent guère dans la paye d'un ouvrier ou d'un employé.

Enfin, dans la catégorie des "compléments indirects", le CERC recense les cotisations patronales facultatives de retraites complémentaires de prévoyance ou le financement des mutuelles d'entreprises. C'est une minorité de salariés qui bénéficient de cet avantage, estimé en moyenne à 4 % des salaires bruts moyens, principalement dans les grandes entreprises des secteurs comme la chimie, les banques et les assurances. A cela, le CERC ajoute l'ensemble des œuvres sociales, qu'elles soient gérées par le patron ou le CE. C'est un poste qui a fortement progressé depuis 1975. Ces "œuvres sociales", c'est-à-dire les jouets de Noël ou le ski à la montagne, représentent en moyenne 3 % du salaire brut, atteignant 5,2 % dans les grandes entreprises. Mais la majeure partie des salariés ne se payent pas pour autant un "4 étoiles" avec accès direct aux pistes : là encore ce sont les cadres qui se payent la meilleure part.

Au terme de son étude, le CERC constate que l'ensemble des "compléments du salaire", après s'être rapidement accru, s'est stabilisé depuis 1981. Dans la période de relative prospérité et de pénurie de main-d'œuvre des 30 années qui ont suivi la 2e Guerre mondiale, il s'agissait pour les patrons de fixer les salariés dans une entreprise avec un certain nombre d'avantages "maison". Ils *"résultent d'une sédimentation d'avantages acquis au cours des décennies passées qui, pratiquement, ne sont guère réversibles"*.

Certes, il n'est pas inutile d'avoir une connaissance sur ce qui constitue le salaire indirect. Mais si à la demande du gouvernement cet "état des lieux" est fait aujourd'hui précisément, ce ne peut être sans arrière-pensée.

Bien que les salaires soient bloqués, ce sont les salariés (et pas les patrons) qu'il s'agit de présenter comme des privilégiés qui cachent leurs revenus réels. C'était d'ailleurs le sens des commentaires de la grande presse. Aux salariés qui voient leur paye mensuelle devenir de plus en plus insuffisante pour les faire vivre, on démontrera que grâce aux "extras" qu'ils touchent par ailleurs, ils peuvent encore boucler leurs fins de mois.

Que ce rapport demandé par le gouvernement Chirac émane d'un organisme présidé par Nicole Questiaux, ex-ministre socialiste, n'a rien d'étonnant, car de la droite au Parti Socialiste, on est bien d'accord pour empêcher les travailleurs de réclamer des augmentations de salaires.

Annick JALERIAN

MONTUPET

C'est le profit qui prime

Le groupe Montupet possède deux fonderies d'aluminium, qui travaillent pour l'automobile : une à Nogent-sur-Oise et une autre à Châteauroux. Le groupe emploie 1.200 ouvriers dans les deux usines et une centaine d'employés au siège social de Levallois-Perret en région parisienne.

Depuis six ans, le groupe disait qu'il ne faisait pas de bénéfices et annonçait des pertes. Cette année, par contre, c'est la sortie du tunnel, et quelle sortie ! Pour 1986, les bénéfices annoncés par la maîtrise seraient de 70 millions de francs, soit 7 milliards de centimes.

La direction a voulu en faire profiter l'ensemble des travailleurs. Par une prime de mérite. En fait à la tête du client. Chaque ouvrier a été donc convoqué devant la maîtrise où lui était annoncé le montant de cette fameuse prime. Cela allait de 300 à 1.000 F, et seulement pour le mois de février.

Dans le même temps, circulait dans l'usine la nouvelle que la prime de fin d'exercice de 350 F, que nous touchions les autres années en mars, serait purement et simplement supprimée. Ainsi ceux à qui la direction annonçait une prime de 1.000 F ne toucheront que 650 F de plus que l'an dernier ; quant à ceux qui ne plaisent pas au chef et qui ont eu 300 F, ils en seront pour 50 F de leur poche. En clair, les bons samaritains de la direction donnent d'une main pour reprendre de l'autre.

Vous dites que l'usine s'appelle Mon Toupet ?

RHÔNE-POULENC (Pont-de-Claix)

Primes de postes, primes de production et la grève en prime!

Depuis 1983, un conflit oppose la direction et les "postés". A l'occasion de la réduction d'horaire de 38 h 50 à 37 h 50 intervenue à cette époque, suite à un accord signé par la CFDT et la CGC, la direction a remis en cause la façon de prendre les repos compensateurs, ce qui a entraîné une perte de rémunération sur les primes de poste. Puis un accord a été signé par la CFDT et la CGC sur la forfaitisation des primes de postes, mais la CGT et FO se sont opposées à l'application de cet accord pour les ouvriers. En effet, la grande majorité d'entre eux le refusait, n'étant pas d'accord sur le montant du forfait qui intégrait les pertes de salaires de 1983. Ils ont montré leur opposition à plusieurs reprises par des séries de débrayages.

Actuellement, des débrayages de deux heures par équipe ont lieu le samedi de 18 h à 22 h.

Dans un atelier, le TDI, à l'occasion d'un record de production, les ouvriers devaient recevoir une prime... qui s'est transformée en un repas avec l'encadrement ! Ils ont alors débrayé 4 heures au lieu de 2 pour montrer leur mécontentement.

Ces débrayages sont aujourd'hui minoritaires, suivis par environ 35 % des postés. Mais même ceux qui ne participent pas à ces débrayages ne sont pas pour autant favorables aux propositions de la direction.

Correspondant LO

RENAULT

, BILLANCOURT

La mobilité à l'ordre du jour

Au Centre Industriel de Billancourt, quelques mois après avoir licencié plus de 400 ouvriers, la direction a annoncé un nouveau plan de suppressions d'emplois ; celui-ci prévoit 2300 suppressions d'emploi, dont 1800 sur l'usine de Billancourt, essentiellement dans les secteurs de production. Pour arriver à ses fins, la direction compte sur un FNE (Fonds National pour l'Emploi), les départs volontaires (retour au pays pour les immigrés avec l'ONI — Office National de l'Immigration —, ou allocation de reconversion avec 50.000 F pour prendre son compte) et enfin la mobilité inter-usines. Comme en 1986, la direction prévoit de faire le point au moment des vacances.

Aussi depuis le début de l'année, c'est à nouveau la chasse aux "excédentaires" et des centres de frais fantômes (des ateliers fictifs regroupant des travailleurs "excédentaires" d'un côté, et des travailleurs handicapés de l'autre) réapparaissent comme en 1986. Au total, ces centres regrouperaient plusieurs centaines de travailleurs, essentiellement immigrés.

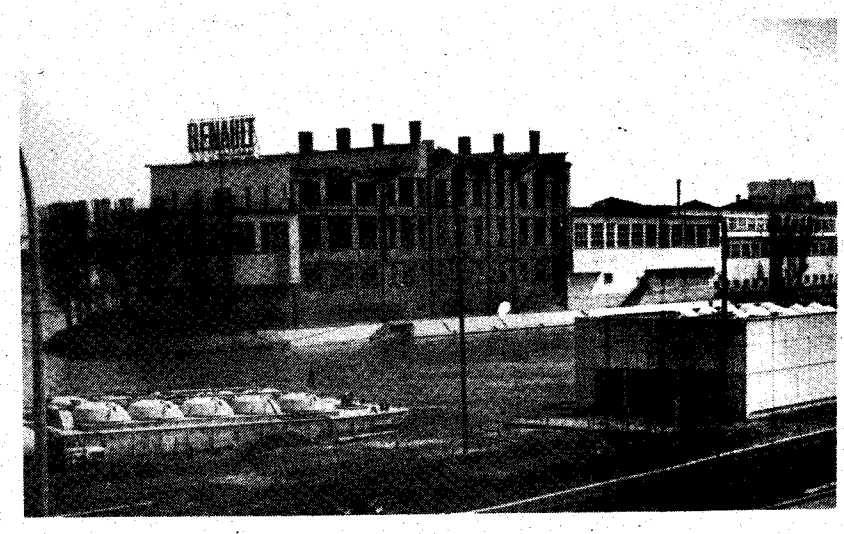
De plus, dans l'île Seguin, la dernière *R4* est sortie des chaînes le lundi 2 mars. Quelques dizaines de travailleurs ont été reclassés sur la chaîne *Express* (véhicule utilitaire, unique fabrication maintenant), sur laquelle il est prévu une augmentation de cadence, mais la majorité va rejoindre les rangs des "excédentaires". Bref, pendant qu'une partie des ouvriers se crève au boulot, une autre partie est utilisée à faire de la peinture, nettoyer, ou plus simplement à ne rien faire.

Ainsi, depuis quelques semaines, la direction propose systématiquement à tous les travailleurs "excédentaires" des mutations vers d'autres usines du groupes : Choisy-le-Roi, Dreux, Cergy, Maubeuge et dernièrement Sandouville. Pour les travailleurs, dans la plupart des cas, ces mutations représentent sinon une aggravation des conditions de vie, du moins des problèmes de transport, de logement, de déclassement (un travailleur au cœfficient 185 ou 195 peut se retrouver à 180), ou un travail différent quelquefois plus pénible. De plus, la direction n'offre aucune garantie : "C'est cela ou la porte".

Dans l'usine, la moyenne d'âge des ouvriers est de 44 ans, et personne ne s'en ressent ni moralement, ni physiquement pour recommencer à zéro ailleurs. Beaucoup refusent ces mutations : *"Ces mutations, c'est un piège pour mieux nous licencier après"*; *"Qu'ils nous virent tout de suite plutôt que de tourner autour du pot"*; *"La lutte, maintenant, c'est trop tard"*.

Voilà où en était la situation à l'usine. Reste à savoir si la grève du Mastic va changer le climat...

Correspondant LO



Grève au Mastic contre les suppressions de postes

Depuis le mercredi 4 mars, en équipe du matin, une grève a éclaté dans l'île Seguin à la Cataphorèse et au Mastic, secteur de production situé entre la chaîne de Ferrage et les chaînes de Peinture. Même si les grévistes sont peu nombreux, une soixantaine environ, cette grève bloque en grande partie la production de l'Ile.

Depuis une semaine, la direction a perdu environ 1.100 *Express*, la *Super Cinq* fourgonnette.

La grève a démarré sur des problèmes de suppressions de postes. Avec l'arrêt de la *R4* la direction a voulu supprimer 4 postes de travail par équipe. Huit travailleurs étaient donc menacés de mobilité forcée soit vers un autre secteur de l'île Seguin, soit vers d'autres usines du groupe.

Dès le début du conflit, la direction a mobilisé ses cadres pour tenter de remplacer les grévistes. Elle a eu cependant plus de mal que par le passé à trouver des volontaires, notamment parmi la petite maîtrise et les techniciens : le problème de l'emploi est un problème sensible pour beaucoup d'entre eux aussi.

La direction a quand même trouvé du monde pour jouer les jaunes. Ceux-ci travaillent d'ailleurs sous la protection de plusieurs dizaines de cadres qui viennent jouer les gorilles depuis le mardi 10 mars. Mais ne s'improvise pas "mastiqueur" qui veut ! Sur les voitures faites par les chefs, qui sortent au compte-gouttes des chaînes, il y a du mastic partout où il ne faut pas, mais pas là où il en faudrait. Par contre, sur les blouses des chefs, il n'en manque pas ! Les voitures sorties en ce moment vont coûter très cher à la Régie si l'on prend en compte le temps qu'il faudra pour les retoucher. Le futur acheteur ne va pas être déçu : le bain de pieds est assuré par temps de pluie...

Côté syndicats, seule la CGT est présente et parle de la grève, mais à sa façon. Pas question d'étendre cette grève, ce qui serait pourtant la seule chance pour qu'elle puisse être éventuellement victorieuse. Les suppressions d'effectifs, la mobilité, ce sont pourtant des problèmes qui se posent dans tous les secteurs de l'usine. La CGT cantonne les grévistes dans leur atelier et demande aux autres travailleurs de venir apporter leur soutien aux grévistes, mais en se gardant d'appeler les autres travailleurs à rejoindre ceux du Mastic dans la grève.

La grève est vue avec sympathie par l'ensemble des travailleurs et la prestation des chefs, leur rôle de briseurs de grève provoquent bien des commentaires hostiles. C'est que depuis que la direction a engagé sa politique de suppression d'emplois, c'est la première grève un peu dure qui s'oppose à cette politique. C'est nouveau dans la situation de Billancourt. Et cela peut changer bien des choses dans l'usine.

Correspondant LO

, SAINT-OUEN

Un mois de débrayages sectoriels

Depuis près d'un mois, à l'usine, la CGT organise des débrayages sectoriels d'une demi-heure.

Ce sont surtout des travailleurs en équipe au secteur des grosses machines qui participent à ces débrayages. Les travailleurs réclament des passages d'indice plus rapides, revendication mise en avant par la CGT.

Au cours de ces débrayages, où les participants varient entre 30 et 40 personnes (l'effectif actuel des ateliers est de 330), les travailleurs se rassemblent et vont trouver ici un chef de département, là un directeur, ou parcourent l'atelier aux cris de : *"Augmentez nos salaires !"*... Le ton de ces débrayages monte ou baisse suivant les réponses faites par les responsables que les travailleurs rencontrent.

Il y a quelques jours, le directeur de l'usine a été retenu dans son bureau, alors qu'il était en réunion avec 5 cadres, pendant une heure. Il y avait un peu plus de monde ce jour-là, l'équipe du soir et celle du matin s'étant donné rendez-vous au changement d'équipe pour débrayer ensemble. Le directeur n'a répondu à aucune question que nous lui posions, restant là à suçoter son stylo, les autres cadres, assis, le nez dans leurs dossiers, ne pipant mot.

Ces débrayages sont restés isolés du reste de l'usine, la CGT s'opposant à tout appel général, prônant les problèmes "spécifiques" à chaque secteur. La seule fois où un débrayage commun a eu lieu, la CGT a organisé le rassemblement en deux camps : d'un côté les ajusteurs, de l'autre les fraiseurs, à 50 d'une part et une trentaine d'autre part et cela à 15 mètres les uns des autres ! La CGT expliquait aux travailleurs qui demandaient si on ne serait pas mieux tous ensemble que chacun avait ses propres problèmes.

Pourtant, de plus en plus, l'idée de faire quelque chose tous ensemble fait son chemin, même si cela ne semble pas plaire à la CGT qui refuse toute assemblée générale : pour la direction de ce syndicat, l'action engagée doit rester avant tout "CGT", et beaucoup à l'usine la soupçonnent de vouloir se faire mousser un peu à l'approche des élections de délégués du personnel. Un travailleur résumait pourtant la situation en s'adressant à un délégué CGT : *"Fiterman a bien cohabité avec Mitterrand. Qu'est-ce qui nous empêche de cohabiter entre ouvriers ?"*.

En attendant, la direction de l'usine applique à la lettre la politique salariale de la direction générale : 0,5 % de rallonge proposée pour le mois de mai, serrage des boulons au niveau de "la chasse aux temps morts" dans l'usine, attaques individuelles contre des travailleurs et des délégués. Des quarts d'heure, des demi-heures de salaire sont enlevés pour un oui ou pour un non. Un jeune délégué a reçu une lettre le convoquant en vue d'une sanction pour "manque de productivité" dans son travail.

Même s'il ne s'exprime aujourd'hui que par des débrayages sectoriels, le mécontentement est réel dans l'usine et il y en a qui disent qu'il est temps de faire autre chose que des "grèvettes".

Correspondant LO

"Femmes devant un paysage fluvial" d'Heinrich Böll

Heinrich Böll est l'auteur de *L'honneur perdu de Katarina Blum*, roman qui dénonce le poids d'un groupe de presse tout-puissant dans une Allemagne troublée par le terrorisme.

Il s'agissait là d'un ouvrage un peu de circonstance, dans une œuvre essentiellement consacrée aux problèmes légués par la guerre et le nazisme dans l'Allemagne d'après 1945.

***Femmes devant un paysage fluvial* (le dernier roman d'Heinrich Böll, écrit juste avant sa mort en 1985) est dans la ligne de ses premiers romans : *Rentrez chez vous Bogner* (1954) ou *Les enfants des morts* (1955) qui racontent l'après-guerre et le désarroi de la population, des gosses surtout, qui grandissent dans un univers sans hommes, ceux-ci ayant été tués au front.**

Heinrich Böll, catholique militant, a bataillé contre le catholicisme allemand compromis dans tous les régimes les plus réactionnaires, y compris le nazisme. Ses livres manifestent une aspiration à un catholicisme propre et une bourgeoisie qui soit réellement démocrate. Et dans l'Allemagne bien-pensante et conventionnelle, ses romans sentent un peu le soufre. D'autant qu'Heinrich Böll a le mauvais goût d'exhumer un passé qu'on voudrait oublier, mais qui est toujours vivant. La génération des plus de 55 ans a tout vécu, tout connu, comme bien de ses personnages.

Avec *Femmes devant un paysage fluvial,* Heinrich Böll nous avertit : *"Tout dans ce roman est fiction, hormis le lieu où se passe l'action. Que le lieu ne se sente pas visé, il est innocent"*. L'action se passe quelque part entre Bonn et Bad Godesberg, dans ces villas de grands bourgeois, bâties sur les bords du Rhin. C'est le milieu des politiciens de la démocratie-chrétienne, de ses hommes d'affaires, banquiers, aristocrates et hommes de paille qui est visé. Et ce sont les femmes, principalement, qui racontent. Moins impliquées que leurs maris et quelquefois victimes de ceux-ci, elles voient tout et savent tout. Elles ne supportent plus la saloperie de leur milieu bien-pensant, bien-pesant, catholique et tartufe : trafiquants de postes ministériels, d'armes, de pétrole, de filles...

On est à un moment crucial, les hommes sont en passe de se débarrasser d'un ministre compromis dans un trafic en Pologne pendant la guerre ; mais c'est un homme dangereux, il connaît trop de choses et risque d'en compromettre d'autres, ses commanditaires...

On découvre peu à peu, la carrière des uns et des autres. Certains issus de milieux modestes, ont su se rendre utiles en 1945-1946, une période où il fallait renouveler le personnel politique. *"Les anciens nazis tremblaient de peur. Quant à vous, il n'y avait rien contre vous... Vous étiez jeunes. Le pouvoir était là, à portée de main"* rappelle une femme à son mari.

C'est ainsi qu'on voit se dessiner le milieu dirigeant de la CDU (Démocratie chrétienne) : des jeunes aux dents longues ont servi d'hommes de paille à d'anciens nazis, à des hommes d'affaires qui se sont enrichis de divers trafics pendant la guerre, mais restent présents et continuent de s'enrichir, en coulisse.

Le futur ministrable est lui-même un ancien nazi. Il s'est blanchi, et s'est fait un nom à la fin de la guerre en épousant la fille d'un hobereau de Prusse qui a assisté au suicide de tous les hommes de sa famille, lors de l'arrivée de l'armée russe. Elle vit toujours sous le choc et s'obstine à démentir la version officielle qui présente le suicide de sa famille comme un massacre perpétré par les Russes alors qu'il se fit, en fait, à l'instigation des nazis. Traitée en folle, elle est reléguée dans une clinique élégante et discrète aux mains d'un psychiatre.

L'histoire a donc été réécrite, par les vainqueurs qui ne sont guère différents, et parfois les mêmes que les vaincus. Un sentiment de malaise surgit des évocations du passé. Une odeur de pourri se dégage de cette bonne société bien-pensante et d'autant plus conformiste qu'il faut bien en rajouter avec de la religion, avec de l'art, avec tous les raffinements possibles pour mieux blanchir et occulter le passé. L'anticommunisme officiel puise ses raisons dans cette falsification du passé. Le mal viendrait des Russes.

Les banquiers et leurs familles apparaissent de loin en loin. Ils ne sont pas impliqués dans les micmacs des politiciens. Ils sont les seuls à durer. Ils étaient là, avant, pendant le nazisme. Ils sont toujours là, les mêmes. S'ils se sont enrichis de l'holocauste et de la guerre, ils ont les mains blanches. *"C'est que nous les politiciens, nous sommes chargés de déblayer la merde afin qu'eux, sans se salir les mains, puissent s'en mettre plein les poches"* déclare l'un de ces politiciens.

Quant au brasseur d'affaires, un peu véreux, celui qui orchestre la maffia des politiciens, c'est un homme dont le génie est *"d'avoir toujours su faire en sorte que les intérêts de l'Etat coïncident avec les siens"*.

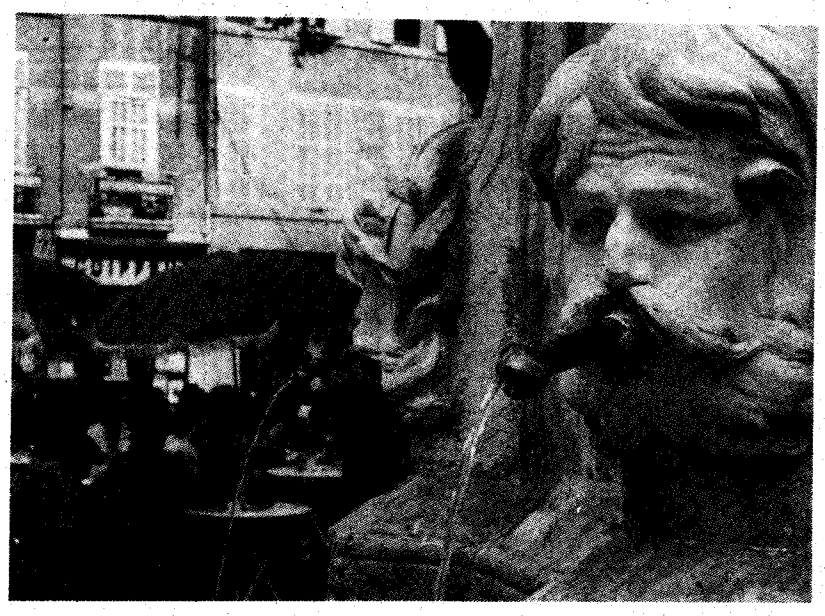
C'est un tableau bien sombre que dresse Heinrich Böll et le roman est quelquefois difficile à lire, d'autant plus que c'est par allusions et rapprochements successifs, au cours des discussions entre les divers personnages que le tableau se précise. Mais c'est intéressant.

Cécile FAURE

Femmes devant un paysage fluvial d'Heinrich Böll aux éditions du Seuil, 89 F.

"Pythagore superstar"

de Luciano de Crescenzo



Un livre de philosophie amusant, et même franchement drôle, voilà qui ne se trouve pas tous les jours. L'auteur, napolitain, se sent grec. Pour lui la Grèce, ce *"très grand pays méditerranéen fait de soleil et de conversation"* comprend toute l'Italie du sud. Au Nord, il y a les Romains, les Etrusques, et les Européens, *"avec lesquels il n'est pas toujours possible de nouer le dialogue"*. Malgré ce sérieux handicap, le lecteur de langue française se régale de cette histoire très "cool" des philosophes grecs présocratiques.

On en apprend de belles sur Pythagore, Parménide, Anaxagore et quelques autres. L'auteur utilise un langage simple, vivant et irrespectueux. Ce n'est pas qu'il n'aime pas ses philosophes, bien au contraire, mais il ne se prive pas de dire ce qu'il en pense. Et quand il pense que tel ou tel sage était obscur ou incompréhensible, il ne se gêne pas pour l'écrire. Cela dit, sans avoir l'air de "faire un cour", ce qui lui serait insupportable, l'auteur nous emmène quand même sur les chemins de la philosophie des premiers grecs, qui se posaient tout un tas de problèmes "de base", et c'est très intéressant.

Au passage de Crescenzo glisse quelques philosophes modernes et napolitains, pas plus philosophes que vous et moi en réalité, mais qui prennent, comme on dit, la vie "avec philosophie". Ils ne sont pas les moins dignes d'intérêt.

Alors, pour ceux que la philosophie a toujours rebuté, et pour ceux qui se sont imaginé que c'était forcément très sérieux, il faut lire ce livre décontracté.

A.V.

Pythagore superstar de Luciano de Crescenzo — J.C. Lattès éditeur — 204 pages — 95 F.

"Moi, Tituba, sorcière noire de Salem"

de Maryse Condé

Maryse Condé, auteur féministe antillaise, a choisi de centrer son roman sur le personnage d'une femme noire : Tituba, qui a réellement existé, nous dit-elle, même si elle n'a pas retenu l'attention des historiens. Tituba fut l'une des principales accusées lors du procès pour sorcellerie à Salem au Massachusetts (dans ce qui était alors une colonie anglaise en Amérique...) procès qu'illustra le romancier américain Arthur Miller avec *Les sorcières de Salem*.

Née de la pariade, cette coutume qui jetait les marins des navires négriers sur les femmes noires qu'ils emmenaient en esclavage, Tituba assista, encore enfant, à la pendaison de sa mère, coupable de s'être rebellée contre une nouvelle tentative de viol par un Blanc. Elle grandit à l'écart de la plantation, recueillie par une vieille femme, adepte du culte vaudou et quelque peu sorcière, qui lui enseigna ses talents de guérisseuse.

De là, elle fut emmenée par un nouveau maître, un pasteur à Salem, de l'autre côté de la mer, un village fondé par des puritains anglais : *"une communauté où l'on pillait, trichait, volait en se drapant derrière le manteau du nom de dieu"* et où le pasteur n'était pas le dernier à ce genre de besogne.

C'est là qu'éclata parmi les adolescentes blanches une crise d'hystérie collective, les jeunes filles, donnant à tour de rôle des signes d'épilepsie, furent déclarées "possédées par le Malin" et "victimes de sorcelleries". Tituba était la coupable toute désignée, pour sa peau noire d'abord, et puis parce qu'elle avait beau faire semblant, elle n'était pas adepte de la bonne religion, elle qui se pliait aux rites vaudoux et entretenait des conversations avec les morts.

Dans le petit monde de la colonie blanche, le racisme, l'intolérance, le mensonge, la peur et les superstitions tenaient le haut du pavé. Les accusations mutuelles de sorcellerie se répandirent. 19 personnes furent exécutées.

Ce n'est que bien plus tard que la vérité éclata. Les fillettes "possédées" avaient été manipulées par leurs parents, pour de sordides histoires de terres, de gros sous et de vieilles rivalités.

Partie des minutes du procès, Maryse Condé a romancé l'histoire de cette femme noire et esclave dont elle fait un personnage légendaire et qu'elle nous présente comme une héroïne de la lutte des esclaves contre l'oppression raciale et coloniale.

Annick JALERIAN

Moi, Tituba, sorcière noire de Salem de Maryse Condé. Coll. Histoire romanesque. Ed. Mercure de France, 89 F.

sélection télé

SAMEDI 14 MARS

15 h 10. FR3 — Henri VI, pièce de Shakespeare. La guerre de cent ans et Jeanne d'Arc vues du côté anglais. Drame monumental qui dure six heures. Mais le 14 mars, seule est diffusée la première partie ; les deux autres le seront les samedis suivants. En version originale sous-titrée.

20 h 35. TF1 — le feuilleton policier **Julien Fontanes.**

22 h 20. A2 — Les enfants du rock avec, entre autres, **Carte de séjour,** le groupe **Beur** qui s'est signalé au public en adaptant la chanson de Trenet **Douce France.**

DIMANCHE 15 MARS

19 h. TF1 — Sept sur sept. L'invité : **Lionel Jospin.**

20 h 30. TF1 — Cinéma. **Garde à vue,** film de Claude Miller. Un inspecteur soupçonne un notaire d'une petite ville de province d'avoir violé et assassiné deux fillettes. Face à face : Lino Ventura et Michel Serrault.

20 h 30. La 5 — Cinéma. **Scarface,** film américain de Brian de Palma. En 1980, Fidel Castro permet à plus de cent mille personnes dont 25 000 délinquants de quitter Cuba pour la Floride. Parmi eux, Tony que l'on suit dans l'univers des malfrats et des trafiquants de drogue. Avec Al Pacino.

20 h 35. FR3 — Les géants de la musique. Cycle Georg Solti qui dirige l'orchestre symphonique de Chicago. Au programme : les symphonies n° 3 (Ecossaise) et n° 4 (Italienne) de Mendelssohn.

21 h 55. A2 — Musiques au cœur. Emission d'Eve Ruggieri. Pour ceux qui préfèrent le Bel Canto. Des extraits de Rossini, de Bellini et de Donizetti.

22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit. Toujours sur le thème "Hollywood et l'enfance", un film de Joseph Losey **Le garçon aux cheveux verts.** Un petit garçon se réveille un jour avec les cheveux verts et apprend ce qu'il en coûte d'être différent. Plaidoyer pour le droit à la différence.

LUNDI 16 MARS

20 h 30. A2 — Cancer : les rendez-vous de l'espoir. Emission consacrée aux progrès réalisés dans le traitement du cancer. Invités : les professeurs Tubiana, Israël, Bernard, Schwartzenberg.

20 h 30. La 5 — Cycle Agatha Christie. Meurtre au soleil, film de Guy Hamilton. Hercule Poirot à la recherche d'un diamant. Avec Peter Ustinov.

20 h 30. M6 — Cinéma. René la canne, film de Francis Girod. Sous l'occupation, un truand et un inspecteur de police se retrouvent dans le même hôpital psychiatrique et décident de s'évader. Film d'aventures où se mêlent le gros vaudeville et le loufoque. Avec Michel Piccoli et Gérard Depardieu.

22 h 55. FR3 — La bataille de l'Atlantique, première d'une série de trois émissions historiques réalisées à partir de documents d'époque tournés aussi bien du côté allemand qu'américain. Première partie : septembre 1939, février 1941.

MARDI 17 MARS

22 h 20. TF1 — Voyage au bout de la piste. Reportage de Jean-Claude Luyat sur la vie des tribus nomades des hauts plateaux éthiopiens.

MERCREDI 18 MARS

20 h 35. TF1 — Le fils Cardinaud. Téléfilm d'après un roman de Georges Simenon. Un ex-voyou reconverti en bourgeois catholique bien pensant, "bon époux, bon père", découvre un jour sa maison abandonnée, sa femme est partie avec un de ses amis d'enfance.

22 h. A2 — Le dossier d'Alain Decaux. Le comte de Monte-Cristo. Decaux parle du roman d'Alexandre Dumas et de ses sources.

JEUDI 19 MARS

20 h 30. A2 — French Cancan. Film de Jean Renoir. La vie du fondateur du Moulin Rouge et une reconstitution de la "Belle époque". Avec Jean Gabin et Maria Félix.

21 h 45. TF1 — Infovision, magazine d'Alain Denvers et Roger Pic (le réalisateur des émissions sur l'Indochine). Reportage de Maurice Olivari et Philippe Decaux sur le "triangle d'or", vaste champ de pavots au nord ouest de la Thaïlande, empire du général Khun-Sa qui contrôle le trafic de l'opium.

22 h 15. A2 — Résistances. Magazine de Michel Honorin, Noël Mamère et Didier Régnier. Spécial enfance. Une série de reportages sur les enfants emprisonnés aux Philippines, en Afrique du Sud, sur le travail forcé dans les mines d'Amazonie, les enfants palestiniens. Débat avec un membre d'Amnesty International à propos de la peine de mort pour les enfants aux Etats-Unis.

VENDREDI 20 MARS

21 h 20. A2 — Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot est consacrée, pour l'essentiel, à des biographies de femmes célèbres : "Marguerite de Navarre", une femme de lettres de la Renaissance, "Madame du Deffand" qui régna sur les salons du XVIII[e] siècle où se réunissaient les philosophes ; ou "Mademoiselle Mars", célèbre actrice du début du XIX[e] siècle.

22 h 30. TF1 — Heimat. Suite du feuilleton allemand retraçant la vie d'une petite ville avant et après la Seconde Guerre mondiale.

22 h 45. A2 — Ciné-club d'Orient et d'Extrême-Orient. Espoir, de Yilmaz Güney. Un des premiers films du réalisateur du "Troupeau" et de "Yol", où il joue également le rôle principal. La vie d'un pauvre cocher de fiacre qui espère échapper à la misère par la loterie ou la magie.

"Espoir" de Yilmaz Güney.

films

"Dans les montagnes sauvages"

de Yan Xueshu

En français on aurait pu intituler ce film *Chez les paysans de nos montagnes,* mais avec le style fleuri des Chinois, cela donne *Dans les montagnes sauvages.* Dans ces montagnes donc, qui sont superbes, vivent des villageois qui travaillent dur, s'aiment, se séparent, et essaient de s'en sortir. Le héros, qui s'est séparé de sa femme par incompatibilité de caractère et d'aspirations, cherche par tous les moyens à réussir conformément aux directives du moment qui invitent les citoyens à s'enrichir. Seulement s'enrichir n'est guère facile lorsqu'on n'est qu'un pauvre paysan qui vit dans la montagne. Il essaie donc successivement la fabrication de fromages, l'élevage des vers à soie puis l'élevage des écureuils - dont on nous dit que les déjections servent en gynécologie ! Mais, malgré énormément d'efforts, il reste pauvre, n'est qu'un raté. Il tente donc d'aller travailler à la ville, comme n'importe quel travailleur immigré. Là, il gagne un peu d'argent, mais est en butte à l'hostilité plus ou moins ouverte des habitants de la ville à l'égard des "péquenots".

Bref en Chine, c'est dur de travailler, ce n'est pas facile de s'en sortir, et les relations entre villageois et citadins ne sont pas toujours idylliques. Le film a au moins l'avantage de nous montrer certains aspects de la réalité chinoise qui ne font pas partie des œuvres de louanges officielles.

Mais *Dans les montagnes sauvages* n'est pas seulement un film social, c'est aussi une comédie de mœurs. Le héros travailleur reçoit l'appui de la femme d'un autre paysan, un bon bougre d'ailleurs, que rapidement la rumeur publique accuse d'être cocu. Et la rumeur publique dans un village de Chine, ce n'est pas drôle tous les jours, c'est pire semble-t-il que dans la province française d'avant-guerre...

Finalement les couples se défont et se reforment autrement. C'est la vie. On notera que les hommes ont rarement le dernier mot, et que, dans le film tout au moins, les femmes, fussent-elles de simples paysannes, sont généralement celles qui commandent à la maison.

Au bout du compte, comme il fallait bien que la morale soit sauve, le héros travailleur finit par s'en sortir financièrement, et sentimentalement, ce qui est plus souvent vrai au cinéma que dans la réalité, en Chine ou ailleurs. Mais cette fin heureuse de circonstance n'a guère d'importance.

Le film est intéressant. C'est une découverte de la Chine et de la campagne chinoise en particulier.

Mais dans quelle mesure le village chinois qui nous est montré correspond à la réalité... cela évidemment nous l'ignorons. Et puis il est très bien joué, par les actrices en particulier, et souvent on s'amuse.

Un seul défaut, mais il n'est pas chinois, il est français, le film ne passe que dans une seule salle à Paris cette semaine (14 Juillet-Parnasse, 6[e]) et nous craignons qu'il soit quasiment absent de la province. Voilà ce qui se produit "dans nos pays sauvages".

André VICTOR

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX
d'Andrzej Wajda

Les amours romantiques de deux adolescents dans une Pologne paradisiaque d'avant-guerre.
Gaumont les Halles 1[er] (vo), Gaumont Opéra 2[e] (vo), Cluny Palace 5[e] (vo), 14 Juillet Odéon 6[e] (vo), Gaumont Champs-Elysées 8[e] (vo), 14 Juillet Bastille 11[e] (vo), Gaumont Parnasse 14[e] (vo).

MASQUES
de Claude Chabrol

Quel homme se cache derrière le personnage, débordant de gentillesse, qu'est Legagneur un présentateur de télé qui "donne" du bonheur aux petits vieux.
Forum Orient Express 1[er], 14 Juillet Odéon 6[e], Biarritz 8[e], Gaumont Ambassade 8[e], Gaumont Ambassade 8[e], Français 9[e], 14 Juillet Bastille 11[e], Fauvette 13[e], Gaumont Alésia 14[e], Miramar 14[e], Gaumont Convention 15[e], 14 Juillet Beaugrenelle 15[e].

CROCODILE DUNDEE

Un anti-Rambo dans la jungle new-yorkaise.
Meillon, Forum Horizon 1[er] (vo), Impérial 2[e], Rex 2[e], Hautefeuille 6[e] (vo), Marignan 8[e] (vo), Nation 12[e], Fauvette 13[e], Mistral 14[e], Montparnasse Pathé 14[e], UGC Convention 15[e], Mayfair 16[e] (vo), Maillot 17[e], Clichy Pathé 18[e], Secrétan 19[e].

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14[e] siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Horizon 1[er] (va), Hautefeuille 6[e] (va), Georges V 8[e] (va), Marignan 8[e] (va), Français 9[e], Galaxie 13[e], Gaumont Alésia 14[e], Montparnos 14[e], 3 Parnassiens 14[e] (va).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
Cinoches 6[e] (VO) à 18 h.

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro
et Jeremy Irons.

Au 17[e] siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.
Elysée Lincoln 8[e] (VO), Lumière 9[e].

VIENNE POUR MEMOIRE
d'Axel Corti

Ce titre général regroupe trois excellents films qu'il faut essayer de voir, bien qu'ils ne bénéficient pas d'une distribution en salle bien pratique :

• DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS

évoque la fuite des Juifs de Vienne devant le nazisme, leur errance à travers l'Europe dont tous les Etats leur sont hostiles.
Saint-Germain Studio 5[e], à 14 h 15 et 19 h.

• SANTA FE

C'est la tentative d'aptation aux Etats-Unis et les désillusions de ceux qui ont eu la chance de pouvoir s'y réfugier.
Saint-Germain Studio à 16 h 25 et 21 h 15

• WELCOME IN VIENNA

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Saint-Germain Village 5[e].

TETE DE TURC
de Jörg Gfrörer et Günter Wallraff.

Le journaliste Wallraff auteur du livre **Tête de turc,** a aussi tourné clandestinement ce film sur l'exploitation des travailleurs turcs en Allemagne.
Saint-André des Arts (VO).

LIBAN

La "paix syrienne", ou une armée de plus dans Beyrouth

La "paix" règnerait donc à Beyrouth, depuis qu'il y a trois semaines, les chars syriens ont fait leur entrée dans la capitale libanaise. Depuis, les principaux chefs des clans druze et musulmans, le chef du gouvernement libanais, Karamé, le chef du PSP et chef de la communauté druze, Joumblatt, le chef des milices Amal, Nabih Berri, dont les milices faisaient quelques jours avant la guerre à celle de Joumblatt, se sont retrouvés... à Damas le 1er mars pour signer un accord, sous l'égide du grand protecteur. Et jeudi 5 mars, c'étaient les représentants du président Gemayel, chef de file de la bourgeoisie maronite et des milices chrétiennes d'extrême-droite, qui étaient à leur tour à Damas, alors que le conseil des évêques maronites souhaitait que *"l'armée syrienne réalise le but pour lequel elle était venue initialement au Liban"*... C'est-à-dire la paix !

Drôle de paix que celle qui consiste à faire déferler sur la capitale libanaise plusieurs milliers d'hommes, appuyés par des centaines d'engins blindés, pour sauver la mise à l'une des milices qui se disputent le pouvoir au Liban, la milice chiite Amal, qui, depuis plusieurs mois, menait la guerre contre les camps de réfugiés palestiniens, mais qui se trouvait soudain en difficulté. Drôle de paix que celle qui a intensifié la guerre contre l'autre milice chiite, celle du Hezbollah proche du gouvernement iranien. Car il n'avait pas fallu longtemps pour que s'inscrive en lettres de sang la signification réelle de cette opération de *"pacification"* entreprise le 22 février par la Syrie au Liban.

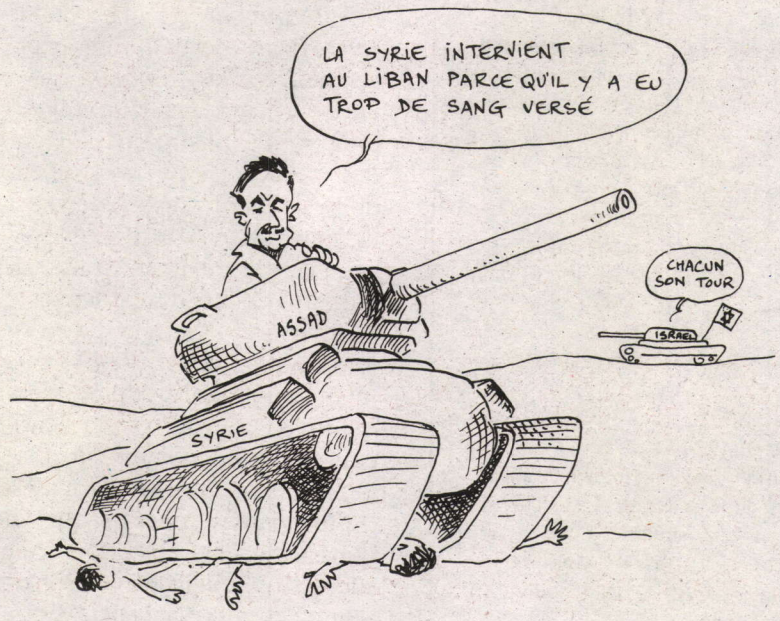
En l'espace d'une journée de quadrillage de Beyrouth-Ouest, plusieurs miliciens de la Gauche libanaise ont été tués dans un quartier tenu par les milices du Parti Socialiste Progressiste druze dirigé par Walid Joumblatt. L'intention explicite de l'intervention militaire syrienne étant d'ailleurs, ainsi que le chef des opérations, le général Kenaan, a pris la peine de l'annoncer par haut-parleur, de faire rendre armes... ou gorge aux miliciens du camp progressiste.

UNE OPERATION DE MAINTIEN DE L'ORDRE... SOCIAL

En réalité, en prenant prétexte de l'appel du Premier ministre libanais Rachid Karamé, orchestré depuis Damas où venaient d'être convoqués les responsables arabes libanais, le président Assad a envoyé des troupes syriennes jouer les gendarmes dans un Beyrouth-Ouest en ruines.

Curieusement, le "grand frère" syrien ne s'est pas manifesté pour venir à l'aide des 40.000 Palestiniens qui mouraient de faim dans les banlieues de Beyrouth cernées pendant plusieurs mois par les miliciens du mouvement chiite Amal. Les Palestiniens en question ne devaient d'ailleurs pas la souhaiter, cette intervention syrienne, tant il est vrai qu'à chaque fois qu'elle s'est produite, c'était pour remettre au pas, massacres à l'appui, les *"éléments incontrôlés"*, c'est-à-dire avant tout les combattants palestiniens, ces gêneurs du Moyen-Orient poursuivis par tous les gouvernements de la région, pourchassés, massacrés, plus souvent même par les gouvernements arabes, officiellement amis de la cause palestinienne que directement par Israël.

C'est ainsi que, pour la première fois, les troupes syriennes avaient envahi le Liban et occupé Beyrouth en 1976 parce qu'une alliance de ces combattants palestiniens réfugiés au Liban (après avoir été massacrés et chassés de Jordanie par l'armée d'Hussein),



avec les pauvres de Beyrouth et les partis musulmans et druzes considérés comme progressistes, mettait en difficulté les phalanges chrétiennes d'extrême-droite. Et c'est justement parce qu'elle venait au secours de la bourgeoisie maronite que l'intervention de cette Syrie, pourtant alliée de l'URSS, avait pu se faire avec l'assentiment de fait des puissances occidentales.

Et en 1982, alors que c'était cette fois l'armée israélienne qui bombardait les quartiers pauvres de Beyrouth et les camps palestiniens, puis occupait la capitale libanaise, dans le nord du pays, l'armée syrienne, directement ou en appuyant des milices palestiniennes pro-syriennes, avait complété l'œuvre de l'armée israélienne en s'en prenant aux bases de l'OLP dans cette région.

Si le chapitre *"Résistance"* ne comporte plus que six courtes pages face aux vingt-sept du chapitre *"Répression"* dans le dernier numéro de la *Revue d'Etudes Palestiniennes* (éditée par des intellectuels proches du mouvement nationaliste palestinien), c'est bien grâce aux efforts conjugués de la Syrie, d'Israël, des phalangistes libanais d'extrême-droite et des troupes occidentales venues elles aussi "maintenir l'ordre". Il ne manque pas de forces armées de bonne volonté prêtes à intervenir dès que les déshérités du Liban font parler les armes.

CONTRE LES MASSES ARABES PAUVRES DU LIBAN ET D'AILLEURS

Oui, elle est là, la raison immédiate de l'envoi de troupes syriennes à Beyrouth-Ouest. Peut-être les miliciens chiites d'Amal les ont-ils accueillies "avec chaleur", comme ont cru le déceler les correspondants de presse occidentaux.

Mais ces paysans sans terre du mouvement Amal (Espoir), qui se sont sentis spoliés par la constitution de camps palestiniens au Sud-Liban ou tout au moins, que leurs dirigeants ont réussi à dresser contre les Palestiniens, et qui sont venus rejoindre les populations pauvres des banlieues de Beyrouth, n'ont rien à attendre du dictateur Assad, même si leur chef Nabih Berri est venu lui faire allégeance. Au contraire...

Ils n'ont rien de plus à attendre non plus de cet autre mouvement chiite, le Hezbollah, auquel les milices d'Amal et l'armée syrienne font la guerre parce qu'il risquerait d'accroître l'influence d'un autre gendarme possible pour la région, l'Iran.

Quant aux milices de ce que l'on appelle la Gauche libanaise, celles du Parti Socialiste Progressiste de Joumblatt, et celles du Parti Communiste Libanais, c'est directement contre elles que vient de s'imposer l'ordre syrien. Même si leurs chefs se disaient et se redisent à nouveau alliés du grand protecteur syrien. Contre elles et surtout contre le danger que représentent ces masses pauvres arabes du Liban, dont les miliciens sont l'émanation. Et ces pauvres-là détiennent des fusils, des Kalachnikov, des bazookas — même si pour l'instant ils ne les dressent que contre leurs frères opprimés appartenant à une autre confession, à un autre clan, à un autre quartier.

Un danger, en effet, si les chômeurs libanais, les sous-prolétaires des villes, les paysans sans terres, les déshérités palestiniens, toute cette armée de pauvres, qui souffrent sur un territoire à peine plus étendu qu'un des plus vastes départements français, allait dépasser le cadre des affrontements confessionnels, tribaux ou micro-nationalistes et tourner leurs armes contre leurs exploiteurs !

Un danger d'autant plus grand que toute cette région du Proche-Orient est peuplée également de paysans pauvres, de prolétaires sans emploi, d'affamés et de sans-logis qui n'ont plus rien à perdre, au fond, que leurs chaînes. Et ce ne sont pas les frontières artificielles de ce qu'on a appelé "Liban" il y a moins d'un demi-siècle qui peuvent empêcher la contagion de la colère.

Viviane LAFFONT

ITALIE

Crise gouvernementale

Depuis le mardi 3 mars et la démission du Président du Conseil socialiste Bettino Craxi, l'Italie est en crise gouvernementale. C'est un scénario auquel le monde politique transalpin est bien rodé, qui a ses règles et ses coutumes, et pour lequel les journaux disposent de commentateurs aptes à juger en connaisseurs de la façon dont les différents acteurs se comportent aux phases successives de la crise, tout comme on commente une partie de football.

Mais bien malin celui qui pourrait dire d'avance quelle en sera l'issue. Pour les "crisologues" de la presse italienne, le fait que le démocrate-chrétien Andreotti ait reçu mandat, le lundi 9 mars, de mener des consultations pour former un nouveau gouvernement est tout au plus "logique", si on se réfère aux règles non écrites du jeu politique. Mais aucun d'entre eux ne mise ce cheval-là gagnant dans la première longueur.

En attendant, si la bourgeoisie italienne ne sait donc pas ce qu'elle va trouver au sortir de la crise, elle sait ce qu'elle perd avec la démission de Craxi. Celui-ci est resté Premier ministre de l'été 1983 à aujourd'hui. Trois ans, sans discontinuer, c'était déjà un exploit en Italie. Un chef du gouvernement socialiste, c'en était un deuxième dans ce pays où, depuis la guerre, le poste revenait pratiquement de droit à la Démocratie Chrétienne, le parti le plus fort au Parlement. Mais surtout, en prime de la stabilité gouvernementale, avec Craxi, la bourgeoisie italienne a eu droit à la stabilité sociale.

Sans doute, le gouvernement Craxi n'était après tout qu'une énième édition des coalitions de centre gauche, entre la Démocratie Chrétienne, les partis du centre et le Parti Socialiste. Mais le fait qu'elle soit présidée, pour la première fois, par un socialiste, lui donnait une vague coloration de gauche. Et c'est ce gouvernement qui a réussi à imposer à la classe ouvrière des reculs que d'autres n'avaient pas obtenus.

La principale épreuve de force avec la classe ouvrière a été, en 1984-1985, l'affaire de l'échelle mobile des salaires. Il s'agissait de battre en brèche la relative garantie des salaires contre l'inflation ; Craxi a décidé par décret, avec l'accord des syndicats les plus proches de la majorité gouvernementale, que l'indemnisation de l'inflation résultant de l'échelle mobile serait réduite de quatre "points". Le Parti Communiste et le syndicat qui lui est lié, la CGIL, ont feint de s'opposer à cette décision, c'est-à-dire que, au lieu de choisir le terrain des luttes sociales — alors que des travailleurs avaient commencé à s'y engager — ils choisirent le terrain parlementaire et électoral. Alors, ils obtinrent bien l'organisation, en 1985, d'un référendum pour ou contre le décret, mais c'est Craxi qui gagna le référendum. Dans les urnes, les travailleurs sont minoritaires et la victoire était donc facile. Ce succès a permis à Craxi de tenir la dragée haute au PC mais aussi, et surtout, à la classe ouvrière.

Alors, le gouvernement Craxi a été une période de paix sociale, pour la bourgeoisie italienne et de reculs pour les travailleurs. Et comme cela a coïncidé avec une conjoncture relativement favorable pour l'économie, qui a marqué des points à l'exportation, Craxi peut aujourd'hui se vanter que ses trois ans au pouvoir aient été une période faste.

Le problème est de savoir qui peut tirer parti de cette situation. Les prochaines élections législatives sont prévues pour 1988. Craxi pourrait s'y présenter en jouant à l'artisan du succès. Mais justement, la Démocratie Chrétienne ne voudrait pas lui laisser ce beau rôle. Elle voudrait obtenir, avant 1988, de reprendre la présidence du Conseil et Craxi s'y oppose...

D'où cette crise gouvernementale. La bourgeoisie aurait préféré sans doute que cette stabilité dont lui a fait cadeau Craxi dure encore quelque temps. Car derrière l'instabilité gouvernementale — qui somme toute n'est que relative car, en Italie, ce sont en fait à peu de choses près les mêmes hommes qui restent au pouvoir d'une coalition à une autre —, il y a toujours la crainte de voir reparaître le spectre de l'instabilité sociale.

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995